



Briefings sur le développement rural à Bruxelles
Série de rencontres sur le thème du développement ACP-UE

Briefing n° 12 - Le rôle de l'élevage pour les Pays ACP:
défis et opportunités à venir

Bruxelles, 1 juillet 2009

Un Reader

Ressources sur le rôle de l'élevage pour les pays ACP¹

compilé par Isolina Boto et Camilla La Peccerella (CTA)



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

¹ La plus grande partie de ce Reader a été reprise directement des documents et des sites web officiels et toutes traductions sont non officiels. Il ne se veut pas exhaustif mais vise à donner un aperçu général du secteur de l'élevage et de son rôle pour les pays ACP, ainsi qu'à fournir des sources d'information utiles. Pour toutes contributions additionnelles, veuillez contacter Isolina Boto (boto@cta.int) ou Camilla La Peccerella (lapeccerella@cta.int). Le Reader et une grande partie des ressources sont disponibles en ligne à : <http://bruxellesbriefings.net>.

Index

1. Introduction	5
2. Secteur de l'élevage: vue d'ensemble	5
3. Rôle de l'élevage dans le développement agricole	8
4. Liens entre secteur de l'élevage et pauvreté	13
4.1 Densité et répartition des éleveurs pauvres: quelques données	13
4.2 Rôle de l'élevage dans la réduction de la pauvreté	15
5. Développement du secteur de l'élevage: défis futurs ?	19
5.1 Élevage et environnement	19
5.2 Exploration des liens entre l'élevage et la santé humaine	21
5.3 Élevage et santé animale: menace pour la subsistance des ménages et le commerce	23
6. Défis politiques	24
7. Le rôle de l'élevage dans l'agenda du développement	27
Ressources disponibles en ligne	31
Études de cas dans les pays ACP	37
Sites web	39
Acronymes	42

Le rôle de l'élevage pour les pays ACP

1. Introduction

L'élevage est le principal utilisateur mondial de terres et une source importante de subsistance pour approximativement un milliard de personnes, dont 800 millions de pauvres. Il affecte, positivement ou négativement, les ressources naturelles, la santé publique, l'équité sociale et la croissance économique.

La croissance de la population, l'urbanisation et la hausse des revenus génère une augmentation rapide de la demande pour les produits d'origine animale dans les pays en développement. L'élevage, qui constitue déjà 30% du produit intérieur brut (PIB) agricole dans le monde en développement et environ 40% du PIB agricole mondial, est l'un des sous-secteurs à la croissance la plus rapide dans le secteur agricole. La croissance de la demande présente des opportunités réelles de croissance économique et de réduction de la pauvreté dans les zones rurales. Le milliard de pauvres qui dépendent de l'élevage comme source de revenus et de subsistance pourraient en bénéficier directement.

L'élevage fournit également des attelages de trait à environ 50% des agriculteurs mondiaux et est source de fertilisants organiques pour la plupart des terres de culture mondiales, transformant les déchets en intrants dans la production alimentaire à valeur élevée. Pour ces raisons, le secteur a un rôle essentiel à jouer afin de rendre l'agriculture durable, de réduire la pauvreté et de contribuer à la croissance économique.

Comme l'expérience l'a montré dans le monde industrialisé et en développement, l'abandon du secteur au marché entraîne des effets négatifs majeurs. Les autorités publiques sont donc nécessaires afin de renforcer la contribution du secteur au développement économique équitable et d'atténuer ses impacts négatifs sur la santé publique, l'équité sociale et l'environnement².

2. Secteur de l'élevage: vue d'ensemble

L'agriculture peut grandement contribuer à la réduction de la pauvreté, puisque 50 à 75% des pauvres dans le monde en dépendent pour leur subsistance. En plus de son impact direct sur les revenus agricoles et sur l'emploi rural, la croissance agricole stimule également d'autres formes de croissance, à travers la demande pour des biens liés non commercialisables et de consommation. Les populations agricoles des pays en développement continuant de croître plus rapidement que l'expansion des terres agricoles, la production agricole ne peut aisément être étendue horizontalement. Les gains de productivité, mesurés en termes de valeur de production par zone foncière, sont en revanche essentiels dans l'augmentation de la production agricole. Ils génèrent donc des revenus ruraux et nourrissent les populations urbaines et rurales grandissantes.

² Banque mondiale, *Minding the Stock. Bringing Public Policy to Bear on Livestock Sector Development*, 2009,

<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

Les produits de l'élevage constituent un exemple de production agricole à valeur élevée, environ trois ménages agricoles sur quatre pratiquant déjà l'élevage³.

Données et tendances clés

L'élevage est l'un des sous-secteurs agricoles à la croissance la plus rapide dans les pays en développement. Il représente déjà 33% du PIB agricole et augmente rapidement. Cette croissance est motivée par la hausse rapide de la demande de produits d'origine animale. La croissance de la population, l'urbanisation et l'augmentation des revenus sont à l'origine de la demande de nourriture animale dans les pays en développement, un phénomène décrit par Delgado et al. comme « la Révolution de l'élevage »⁴. Entre 1975 et 2001 par exemple, la consommation annuelle par tête de volaille, de porc, de bœuf et de lait a augmenté de 5,9%, 4,0%, 3,2%, et 1,7% respectivement. La part de la consommation mondiale de viande des pays en développement est passée de 36% en 1983 à 57% en 2003 et de 24 à 45% pour le lait. Cependant, en dépit de l'augmentation rapide de la part de la consommation mondiale des pays en développement, la consommation par tête demeure faible. Dans les régions développées du monde, la commercialisation a eu lieu il y a longtemps et la transition d'une production extensive à intensive a souvent eu des conséquences environnementales négatives majeures.

La production et la commercialisation de bétail dans les pays industrialisés est un poste important, représentant 53% du PIB agricole. Cependant, la production et la consommation de produits d'origine animale dans le monde développé ne font à présent qu'augmenter lentement ou stagner. Les préoccupations sanitaires, la croissance faible ou nulle et les marchés saturés ont entraîné une augmentation annuelle d'à peine 0,5% de la consommation de viande et de lait par tête. Entre 1980 et 2002, la production totale de viande a augmenté de 22% seulement. La production de volaille et de porc n'a augmenté que de 1% par an. La production de viande de ruminants a quant à elle même chuté de 7% sur cette période de 22 ans.

La combinaison d'une forte croissance de la demande dans le monde en développement et d'une croissance limitée, voire négative dans les pays industrialisés représente une opportunité majeure pour les éleveurs dans les pays en développement, où le gros de la demande est rencontré par la production locale et dont le développement se maintiendra à l'avenir⁵.

Importance économique des systèmes d'élevage dans les régions en développement: le cas de l'Afrique sub-saharienne

L'Asie représente presque 60% de la valeur totale de la production animale dans le monde en développement suivie de l'Amérique latine et les Caraïbes, avec un peu plus de 25%, l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord avec 8%, et l'Afrique sub-saharienne avec environ 7%. Pour les pays en développement en général, la valeur économique annuelle de la production de lait, de porc, de volaille et d'œufs, ainsi que celle de bœuf et de veau, est presque la même, soit 40 milliards USD par poste. La viande de mouton ne représente que 12% de ce

³ FAO, "Livestock policy and poverty reduction", Livestock Policy Brief n° 4, 2008 (uniquement en anglais), <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0265e/i0265e00.pdf>

⁴ Delgado, Rosegrant, Steinfeld, Ehui, Courbois, "Livestock to 2020. The Next Food Revolution", FAO-IFPRI-ILRI, 1999, <http://www.fao.org/ag/againfo/resources/documents/lvst2020/20201.pdf>

⁵ Banque mondiale, "Minding the Stock", cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

montant. Cependant, comme pour la volaille, les petits ruminants ont une valeur particulière pour les éleveurs pauvres en ressources au vu de leur faible valeur en capital par tête et des courts intervalles entre les générations⁶.

L'élevage est en train de passer d'extensif (pâturage) à intensif (volaille, porc et vaches laitières nourries en batterie), renforçant la demande de céréales fourragères, notamment des graines oléagineuses.

Dans les pays en développement, 28% de la consommation de graines servait déjà en 2005 à nourrir les animaux. Mais l'utilisation des céréales croît plus lentement que l'augmentation de la production de viande, à cause de la croissance d'autres aliments pour animaux, tels que les graines oléagineuses et le manioc, et de la part de la volaille dans la production totale de viande⁷.

Dans les tropiques et les sous-tropiques d'Afrique sub-saharienne, le système d'herbages arides et semi-arides est le plus important d'un point de vue économique. Viennent ensuite les systèmes pluviaux mixtes, d'abord dans les régions humides et sous-humides et ensuite arides et semi-arides. Les deux systèmes d'herbages, dans les hautes terres tempérées et tropicales et dans les tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides, représentent chacun environ 25% du système d'élevage prédominant dans les zones d'herbages. Le bœuf, le veau et le lait sont les produits à valeur la plus élevée en Afrique sub-saharienne, avant la viande de mouton et de chèvre et la volaille et les œufs, qui ont chacun à peu près la même valeur⁸.

Une révolution de l'élevage en cours

Les estimations des tendances de consommation réalisées et projetées par l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'*International Livestock Research Institute* (ILRI) montrent que la production de certains aliments devra augmenter plus rapidement que d'autres dans diverses parties du monde afin de répondre à la demande projetée. Alors qu'on ne prévoit que des augmentations marginales de la consommation de viande et de lait dans le monde développé, elles devraient atteindre 114% et 133% respectivement jusqu'en 2020 dans le monde en développement. Cette hausse projetée de la production permettant de répondre à cette demande des pays en développement atteint 108% pour la viande et 145% pour le lait. L'augmentation la plus importante (85%) de la consommation mondiale de viande aura lieu dans les pays en développement, surtout en Asie, en particulier de l'Est. Par ailleurs, plus de 90% de l'augmentation, estimée à 60%, de la consommation de lait aura lieu en Asie, en particulier du Sud. Cependant, ces 10 à 25 prochaines années, une croissance minimale sera observée dans la consommation mondiale globale de ces deux produits d'élevage.

Le renforcement de la demande pour les produits d'origine animale est plus important que pour les céréales, les modèles de consommation évoluant avec l'urbanisation, la croissance de la population et la croissance projetée des revenus. Des régimes alimentaires plus riches en protéines et en micronutriments amélioreront la santé humaine et la subsistance de nombreuses personnes en situation de pauvreté. Ces prochaines dizaines d'années, le renforcement de la production alimentaire et l'évolution du régime alimentaire de milliards de

⁶ ILRI, ILRI strategy to 2010: making the Livestock Revolution work for the poor, 2000
http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Strategy_10/toc.htm

⁷ Banque mondiale, Minding the Stock, cit.,
<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

⁸ ILRI, ILRI strategy to 2010: making the Livestock Revolution work for the poor, 2000
http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Strategy_10/toc.htm

personnes pourraient avoir des implications spectaculaires et améliorer le bien-être de nombreuses populations rurales consommatrices et productrices.

À côté de la fameuse révolution verte, qui a débuté il y a 30 ans dans la production végétale, une révolution de l'élevage est en cours afin de répondre à l'augmentation de la demande alimentaire d'origine animale. Afin d'être menée à bien, cette révolution implique une utilisation réfléchie des ressources naturelles, notamment des ressources génétiques animales et végétales. Le défi consiste donc à tirer avantage des tendances dans l'intérêt des éleveurs pauvres urbains et sous-urbains des pays en développement, plutôt que de la production plus industrialisée d'autres régions du monde. On prévoit déjà qu'à moins d'une amélioration drastique de la productivité, l'Asie de l'Est et l'Afrique deviendront de plus en plus des importateurs nets de viande et de produits laitiers.

En ce qui concerne les céréales, le lait et les produits laitiers, l'Asie du Sud, l'Afrique et l'Asie de l'Est deviendront de plus en plus exportateurs nets de céréales. Plus de 70% de l'augmentation prévue de la consommation mondiale de viande concernera le porc et la volaille, majoritairement produits dans des conditions industrielles intensives, ce qui explique en partie les tendances projetées pour le commerce interrégional de céréales⁹. Le rythme plus soutenu d'industrialisation se maintiendra, en particulier pour la production de porc et de volaille.

3. Rôle de l'élevage dans le développement agricole

Systèmes d'élevage: classification

Les systèmes agricoles animaux présentent des opportunités agro-écologiques et une demande de produits d'origine animale.

Dans nombre de ces systèmes, l'élevage est étroitement lié à la production culturale. Le fumier animal est souvent essentiel au maintien de la fertilité du sol et le rôle des animaux dans le cycle des nutriments est souvent une motivation importante de l'élevage.

Dans d'autres cas, des formes mobiles d'élevage ont été développées afin d'exploiter les ressources des pâturages semi-arides ou montagneux, saisonniers ou temporairement disponibles. Bien que nombre de ces systèmes résultent d'une longue évolution historique, ils sont actuellement sous pression afin de s'adapter à l'évolution des conditions socioéconomiques.

Ces dernières dizaines d'années, de grandes unités d'élevage intensif, en particulier de porc et de volaille, ont émergé dans de nombreuses régions en développement en réponse à la croissance rapide de la demande pour les produits d'origine animale.

Une classification des nombreuses situations individuelles dans un nombre limité de systèmes de production distincts clarifiera les choses.

La FAO a proposé une classification en 11 catégories de systèmes d'élevage, fondée sur les différents types de systèmes agricoles, sur la relation à la terre et sur les régions agro-écologiques. Deux principaux groupes de systèmes d'élevage ont été identifiés:

Les systèmes d'élevage exclusif (L - Solely livestock systems): basés uniquement sur la production animale, où plus de 90% de la matière sèche administrée aux animaux provient de zones de parcours et de pâturage, des fourrages annuels et d'aliments achetés, et moins de 10% de la valeur totale de la production provient d'activités agricoles autres que l'élevage; et

⁹ ILRI-Université suédoise d'agronomie (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Ressource de formation en génétique animale, 2006, <http://agtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

Les systèmes d'agriculture mixte (M – *Mixed farming systems*): la culture et l'élevage sont associés dans des systèmes agricoles mixtes, où plus de 10% de la matière sèche administrée aux animaux provient de produits dérivés des cultures ou de chaume, ou plus de 10% de la valeur totale de la production provient d'activités agricoles autres que l'élevage.

La distinction entre agriculture d'élevage exclusif et mixte se subdivise en quatre grands groupes:

Les systèmes d'élevage exclusif (L) se subdivisent en:

*Systèmes d'élevage non foncier (LL – *Landless Livestock production systems*)*: sous-groupe du système exclusif dans lequel moins de 10% de la matière sèche administrée aux animaux est cultivée et dans lequel la charge moyenne de pâturage annuelle excède dix unités de bétail par hectare de terres agricoles.

La différenciation supplémentaire suivante est opérée:

Systèmes monogastriques non fonciers (LLM - *Landless mono-gastric system*): sous-groupe exclusif dans lequel la valeur de la production de porc ou de volaille est supérieure à celle des ruminants.

Systèmes ruminants non fonciers (LLR - *Landless ruminant system*): sous-groupe exclusif dans lequel la valeur de la production de ruminants est supérieure à celle de porc ou de volaille.

*Systèmes d'herbage (LG - *Solely Livestock, Grassland-based systems*)*: sous-groupe du système exclusif dans lequel plus de 10% de la matière sèche administrée aux animaux est cultivée et dans lequel les taux moyens de stockage annuels sont inférieurs à dix unités de bétail par hectare de terres agricoles.

Hautes terres tempérées et tropicales (LGT - *Solely Livestock, Grassland based systems- temperate and tropical highlands*)

Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (LGH - *Solely Livestock, Grassland based systems - humid/subhumid tropics and subtropics*)

Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (LGA - *Solely Livestock, Grassland-based systems - arid/semi-arid tropics and subtropics*)

Systèmes d'agriculture mixte (M): systèmes d'élevage où plus de 10% de la matière sèche administrée aux animaux provient de produits dérivés des cultures ou de chaume, ou où plus de 10% de la valeur totale de la production provient d'activités agricoles autres que l'élevage.

*Systèmes d'agriculture mixte pluviale (MR - *Mixed rainfed systems*)*: sous-groupe mixte dans lequel plus de 90% de la valeur de la production agricole autre que l'élevage provient d'une utilisation de terres pluviales, subdivisé comme suit:

Hautes terres tempérées et tropicales (MRT - *Mixed rainfed systems - temperate and tropical highlands*)

Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (MRH - *Mixed rainfed systems - temperate and tropical highlands*)

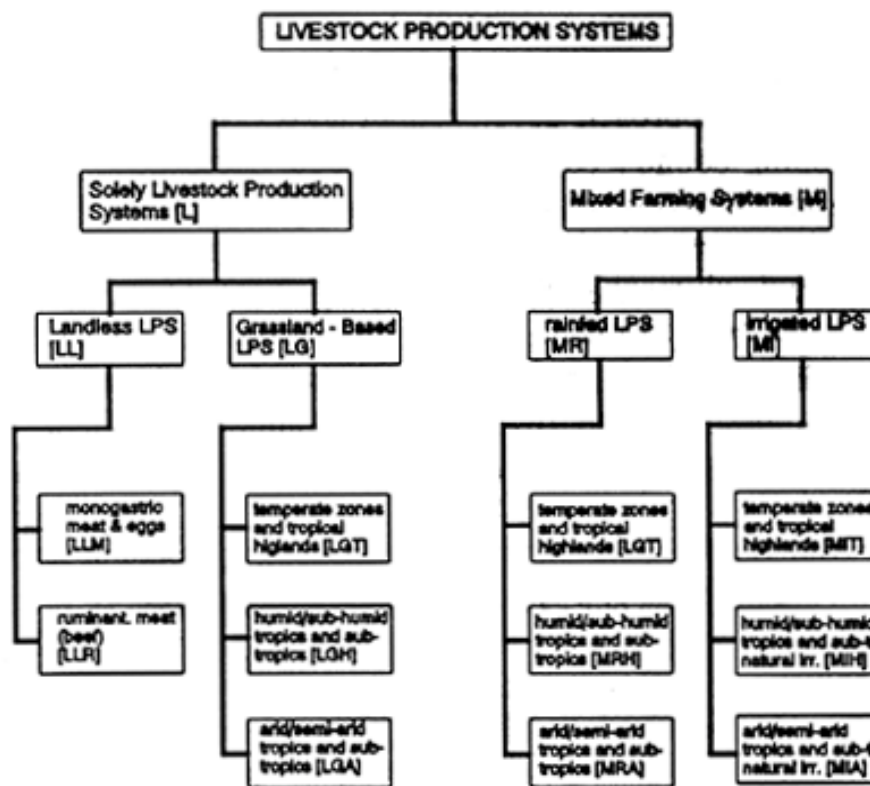
Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (MRA - *Mixed rainfed systems- arid/semi-arid tropics and subtropics*)

Systemes d'agriculture mixte irriguée (MI - *Mixed irrigated farming systems*): sous-groupe mixte dans lequel plus de 10% de la valeur de la production agricole autre que l'élevage provient d'une utilisation de terres irriguées, subdivisé comme suit:

Hautes terres tempérées et tropicales (MIT - *Mixed irrigated systems- temperate and tropical highlands*)

Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (MIH - *Mixed irrigated systems- humid/subhumid tropics and subtropics*)

Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (MIA - *Mixed irrigated systems- arid/semi-arid tropics and subtropics*)¹⁰



Classification des systèmes d'élevage mondiaux¹¹

¹⁰ Seré, Steinfeld, "World Livestock Production Systems. Current Status, Issues and Trends", Document 127 de la FAO sur la production animale et la santé, 1997, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/w0027e/w0027e00.pdf>

¹¹ Source: Seré, Steinfeld, «World Livestock Production Systems. Current Status, Issues and Trends», Document 127 de la FAO sur la production animale et la santé, 1997, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/w0027e/w0027e00.pdf>

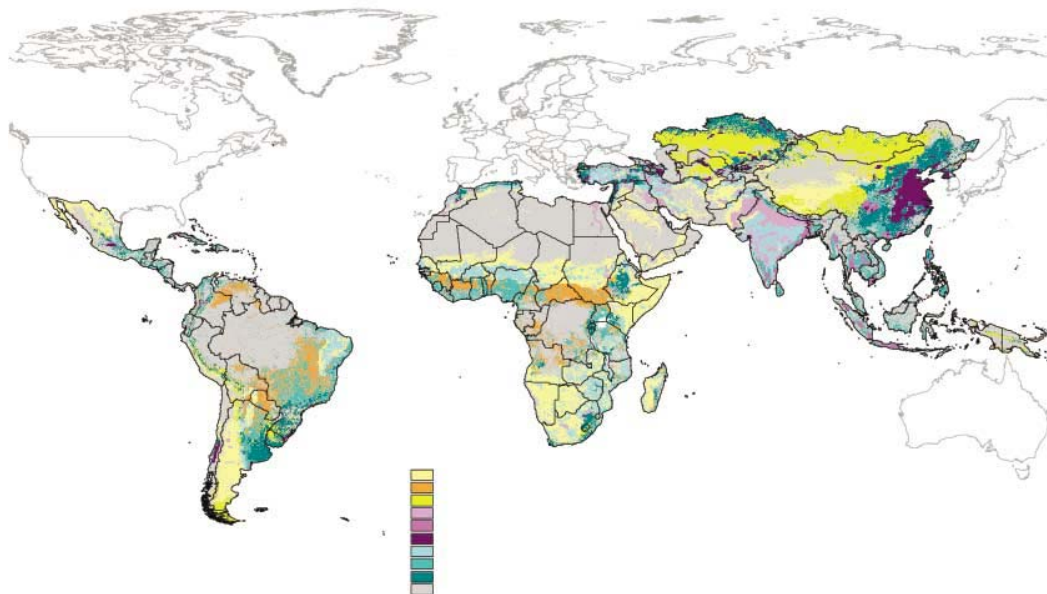
Legenda:

L Systèmes d'élevage exclusif (*Solely Livestock systems*)

LG Systèmes d'herbage (*Solely Livestock systems, Grassland-based*)

LGA Systèmes d'herbage - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (*Grassland-based - arid/semi-arid tropics and subtropics*)

Sur cette base, l'ILRI a développé une carte mondiale des systèmes de production:



Légende:

	Élevage dans les zones de parcours des tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides
	Élevage dans les zones de parcours des tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides
	Élevage dans les zones de parcours des hautes terres tempérées et tropicales
	Systèmes mixtes irrigués dans les tropiques et les sous-tropiques arides et semi-arides
	Systèmes mixtes irrigués dans les tropiques et les sous-tropiques humides et sous-humides
	Systèmes mixtes irrigués dans les hautes terres tempérées et tropicales
	Systèmes mixtes pluviaux dans les tropiques et les sous-tropiques arides et semi-arides
	Systèmes mixtes pluviaux dans les tropiques et les sous-tropiques humides et sous-humides
	Systèmes mixtes pluviaux dans les hautes terres tempérées et tropicales
	Autres

Systèmes d'élevage mondiaux¹²

LGH	Systèmes d'herbage - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Grassland based - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
LGT	Systèmes d'herbage - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Grassland based - temperate and tropical highlands</i>)
LL	Systèmes d'élevage non foncier (<i>Landless Livestock production systems</i>)
LLM	Systèmes monogastriques non fonciers (<i>Landless mono-gastric system</i>)
LLR	Systèmes ruminants non fonciers (<i>Landless ruminant system</i>)
M	Systèmes d'agriculture mixte (<i>Mixed farming systems</i>)
MI	Systèmes d'agriculture mixte irriguée (<i>Mixed irrigated farming systems</i>)
MIA	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (<i>Mixed irrigated - arid/semi-arid tropics and subtropics</i>)
MIH	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Mixed irrigated - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
MIT	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Mixed irrigated - temperate and tropical highlands</i>)
MR	Systèmes d'agriculture mixte pluviale (<i>Mixed rainfed</i>)
MRA	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (<i>Mixed rainfed - arid/semi-arid tropics and subtropics</i>)
MRH	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Mixed rainfed - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
MRT	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Mixed rainfed - temperate and tropical highlands</i>)

¹² Source : ILRI, "Mapping Poverty and Livestock in the Developing World", 2002

Le cas des systèmes de production pastorale

En combinant les données de diverses sources, on estime à environ 120 millions le nombre d'éleveurs pastoraux/agro-pastoraux dans le monde, dont 50 millions en Afrique subsaharienne (ASS). En Afrique subsaharienne, le Soudan et la Somalie abritent les populations pastorales/agro-pastorales les plus importantes, à raison de sept millions chacun, suivis par l'Éthiopie avec quatre millions.

Le cheptel dans les systèmes pastoraux et agro-pastoraux d'Afrique subsaharienne a été estimé en superposant les cartes de systèmes d'élevage et celles de la densité du bétail. Le bétail pastoral/agro-pastoral le plus important est situé en Afrique de l'Est. En son sein, le Soudan présente les chiffres les plus élevés, à savoir environ 18 millions de têtes de bétail, 18 millions de chèvres et 22 millions de moutons. Le nombre et la proportion des animaux d'Afrique de l'Ouest en production pastorale/agro-pastorale sont moins élevés qu'en Afrique de l'Est. Les nombres les plus importants se trouvent au Niger (1 million de têtes de bétail, 6 millions de chèvres et 4 millions de moutons) et en Mauritanie (1 million de têtes de bétail, 4 millions de moutons et 6 millions de chèvres).

Selon les chiffres FAOSTAT, l'estimation de la production de viande issue de l'élevage pastoral/agro-pastoral par rapport à la production nationale de viande montre qu'à Djibouti, en Somalie, en Érythrée, au Soudan, au Sahara occidental, au Niger, en Mauritanie, au Bénin, au Tchad, en Guinée-Bissau, en Guinée et au Mali, les éleveurs pastoraux/agro-pastoraux non seulement possèdent une proportion importante des troupeaux nationaux, mais contribuent également de manière significative à la production nationale de viande.

Au niveau mondial, les éleveurs pastoraux constituent l'une des populations les plus pauvres et, parmi les éleveurs pastoraux/agro-pastoraux africains, l'incidence de la pauvreté extrême est de 25 à 55%¹³.

Utilisation diversifiée de l'élevage

Les animaux domestiques contribuent depuis plus de 10 000 ans aux besoins alimentaires et agricoles humains, tels que la viande, les produits laitiers, les œufs, les fibres et le cuir, les attelages de trait et le transport, le fumier pour fertiliser les champs et le carburant. L'élevage peut également jouer un rôle économique important en tant que capital et en faveur de la sécurité sociale.

La valeur de l'élevage est également clairement démontrée pour la gestion des nutriments du sol, en particulier pour les sols de systèmes culture/élevage en intensification rapide et déjà intensifiés. L'intégration de l'élevage dans des systèmes de culture renforce la productivité et la rentabilité des petites exploitations. Parmi les utilisations variées de l'élevage, citons également ses rôles culturels dans de nombreuses sociétés.

Par conséquent, l'utilisation des ressources animales varie considérablement dans les régions du monde, tout comme les conditions sociales, environnementales et autres de production animale. On estime actuellement qu'entre 30 et 40% de la production agricole mondiale totale provient de la variété de l'élevage. Dans certaines régions du monde, notamment quelques zones d'Afrique pratiquant des systèmes mixtes élevage/culture, jusqu'à 70-80% des revenus agricoles proviennent de l'élevage. Dans ces systèmes, les

<http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Mappoverty/index.htm>

¹³ FAO, « Politiques et stratégies de réduction de la vulnérabilité des peuples pasteurs en Afrique subsaharienne », Document du travail du PPLPI n. 37, 2006,

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp37.pdf

cultures servent en grande partie à nourrir les animaux et à produire de la nourriture de haute qualité pour la consommation humaine¹⁴.

Développement et indicateurs de l'élevage

Les divers chiffres de population d'élevage ont été convertis en unités d'élevage tropical (UET), en fonction de la taille métabolique des animaux et des différentes espèces. Les chiffres pour l'Europe sont légèrement en baisse pour toutes les espèces, mais un surplus de production y demeure néanmoins aujourd'hui. Les UET sont en hausse constante en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Si l'on compare les nombres d'UET avec la production alimentaire, on constate que les chiffres d'élevage et les UET ne sont pas nécessairement synonymes de productivité élevée. Ils ne reflètent pas non plus les diverses fonctions que les différents animaux jouent dans chaque région.

Ainsi, alors qu'une UET de bétail en Afrique correspond à une UET européenne, en moyenne le bétail européen est 2 à 3 fois plus gros, excluant donc toute comparaison sous l'angle de la productivité. Ensuite, les animaux africains/asiatiques sont utilisés pour de nombreuses tâches autres que la production alimentaire (trait, énergie, sécurité sociale, etc.) par rapport aux animaux des climats tempérés du monde développé¹⁵.

4. Liens entre secteur de l'élevage et pauvreté

4.1 Densité et répartition des éleveurs pauvres: quelques données

Au niveau mondial, l'information sur l'importance de l'élevage pour les ménages ruraux est difficile à trouver. Quoi qu'il en soit, l'ILRI estimait en 2002 la distribution de la pauvreté parmi les éleveurs. Les taux de pauvreté diffèrent clairement d'un système de production à l'autre. L'importance proportionnelle de l'élevage dans les revenus des ménages varie d'une culture à l'autre et au sein des systèmes de production.

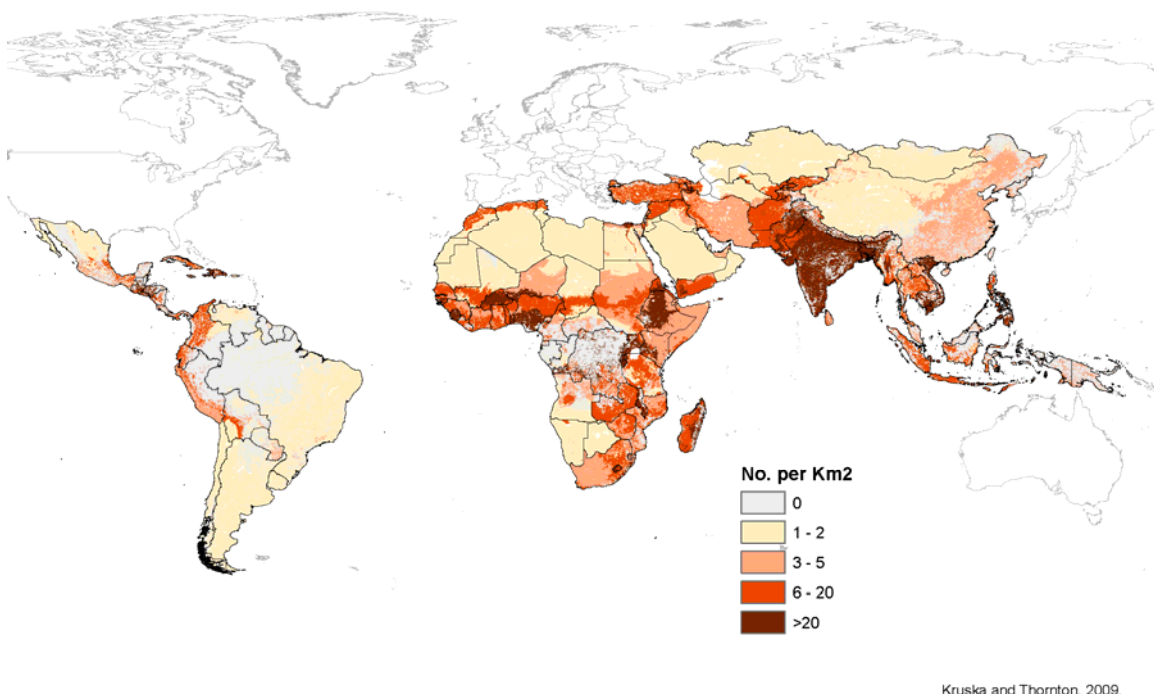
Par exemple, les agriculteurs mixtes élevage/culture ont à leur disposition des solutions multiples pour tirer des revenus d'une variété de sources. Ainsi, le revenu de l'élevage contribue probablement en moindre proportion au panier de la ménagère. La plupart des éleveurs pastoraux, en revanche, dépendent de l'élevage pour une grande partie de leurs revenus, bien que cette tendance soit en train de changer.

Toute carte de la pauvreté parmi les éleveurs doit donc tenir compte de l'importance de l'élevage dans les revenus au niveau des ménages. Afin de tenter d'estimer la répartition de la pauvreté parmi les éleveurs, l'ILRI a calculé en 2002 les proportions d'éleveurs pauvres en pourcentage des populations pauvres totales selon le système d'élevage et en a conclu que la densité des éleveurs pauvres ainsi définie était particulièrement élevée en Asie du Sud (Inde, Pakistan et Bangladesh) et dans des régions de l'Afrique sub-saharienne (ASS), notamment le Nigéria, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda, le Malawi et certains systèmes au Kenya, en Afrique du Sud et au Niger par exemple.

¹⁴ ILRI-Université suédoise d'agronomie (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Ressource de formation en génétique animale, 2006, <http://agtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

¹⁵ ILRI-Université suédoise d'agronomie (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Ressource de formation en génétique animale, 2006, <http://agtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

Ces densités élevées semblent être observées principalement dans les systèmes mixtes irrigués d'Asie du Sud et les systèmes mixtes pluviaux de certaines régions de l'Inde et de la plupart de l'ASS¹⁶.



Densité d'éleveurs pauvres¹⁷

La carte illustre les différents taux de pauvreté associés à des systèmes de production définis et montre (ostensiblement) le nombre « d'éleveurs pauvres » par système et par pays¹⁸.

Elle indique que la densité d'éleveurs pauvres ainsi définie est particulièrement importante en Asie du Sud– Inde, Pakistan et Bangladesh – et dans des régions de l'Afrique subsaharienne, notamment le Nigéria, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda, le Malawi et certains systèmes au Kenya, en Afrique du Sud et au Niger par exemple.

Ces densités élevées semblent être observées principalement dans les systèmes mixtes irrigués d'Asie du Sud et les systèmes mixtes pluviaux de certaines régions de l'Inde et de la plupart de l'ASS.

En termes de nombre de pauvres et, dans la mesure où l'analyse peut les distinguer, de nombre d'éleveurs pauvres, les régions critiques sont l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. L'analyse ILRI indique que bien que les systèmes de zones de parcours présentent relativement peu de pauvres (quelque 60 millions), la subsistance de la plupart de ces ménages dépend de l'élevage.

Presque la moitié des populations pauvres des systèmes de parcours sont situés en ASS. Les systèmes mixtes contiennent un nombre élevé de pauvres (plus d'un milliard), dont un

¹⁶ Source : ILRI, "Mapping Poverty and Livestock in the Developing World", 2002
<http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Mappoverty/index.htm>

¹⁷ Source : Seré et Herrero, "Trends and driving forces in livestock production and trade in Sub Saharan Africa", document préparé pour le 12^{ème} Briefing de développement de Bruxelles, 2009

¹⁸ Ces données sont issues des proportions différentielles d'éleveurs pauvres en pourcentage du total des populations pauvres par système d'élevage.

Quelles implications ?

Avec l'augmentation régulière de la demande du consommateur en viande, en lait et autres produits d'élevage, la plupart des pauvres des zones rurales ont un rôle important à jouer dans ce sous-secteur de l'agriculture, qui peut contribuer à la réduction de la pauvreté grâce à des rendements cultureux et à des produits et produits dérivés de l'élevage plus élevés. C'est en particulier le cas dans les zones arides et semi-arides où la production culturale n'est pas une alternative viable. D'un côté, de nombreux éleveurs peuvent bénéficier directement de l'augmentation de la demande du marché pour les produits d'élevage. Le taux de croissance de 3% de la demande en céréales représente moins de la moitié de la croissance de la demande en produits de l'élevage à valeur élevée, à savoir 6 à 8% par an. Les bénéfices des économies d'échelle, permettant une meilleure résilience face aux catastrophes naturelles et aux calamités telles que les épidémies actuelles de grippe aviaire, et un soutien au commerce national et un environnement politique favorables peuvent à l'avenir favoriser encore davantage les systèmes d'élevage industrialisés²².

D'un autre côté, les pauvres peuvent également bénéficier du fait que le développement de l'élevage crée une demande de main d'œuvre au sein et en-dehors du secteur, qu'il entretient les liens en amont et en aval tels que les industries d'alimentation pour animaux et de transformation, qu'il maintient l'équilibre du commerce, qu'il encourage la sécurité alimentaire grâce à une offre plus solide et qu'il peut faire diminuer les prix des produits de l'élevage.

Il apparaît donc que la contribution potentielle du développement de l'élevage à la subsistance des pauvres est significative: la consommation privée de produits de l'élevage, le fumier, le trait et le halage, ainsi que la vente de viande, de lait, d'œufs, de sang, de fibres, de cuir et de peaux, peuvent significativement contribuer à la subsistance des éleveurs pauvres et générer une demande de main d'œuvre dans les zones rurales²³.

Dans le même temps, ce processus devrait exclure les petits producteurs d'un marché mondial de plus en plus compétitif, pour des raisons économiques et biologiques.

Même si les systèmes mixtes culture/élevage persistent dans un avenir prévisible, des niveaux plus élevés d'intensification seront nécessaires, avec l'utilisation plus intensive de génotypes d'élevage susceptibles de mieux répondre à l'évolution des systèmes de production. Par conséquent, des systèmes mixtes de production culture/élevage de petite échelle finiront donc par être confinés à des zones plus reculées, la pauvreté persistant et l'élevage jouant un rôle plus central de survie et de premier pas permettant d'échapper à la pauvreté. Dans de telles conditions, l'élevage est peu susceptible à lui tout seul d'être source de richesse incommensurable pour ses pratiquants²⁴.

Rôles de l'élevage et réduction de la pauvreté

Au sein du secteur agricole, l'investissement dans le développement du secteur de l'élevage est de plus en plus reconnu comme un moyen efficace de contribuer à une large réduction de la pauvreté pour des raisons tant macro que microéconomiques.

²² ILRI-Université suédoise d'agronomie (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Ressource de formation en génétique animale, 2006, <http://agtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

²³ FAO, "Livestock policy and poverty reduction", cit., <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0265e/i0265e00.pdf>

²⁴ ILRI-Université suédoise d'agronomie (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Ressource de formation en génétique animale, 2006, <http://agtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

Au niveau macroéconomique, on prévoit, avec le développement économique, que le secteur de l'élevage devienne le plus grand contributeur au PIB agricole: dans les pays industrialisés, le secteur de l'élevage représente en moyenne 50% de la valeur ajoutée agricole, contre environ 30% dans les pays en développement actuels. La raison de cette tendance est qu'une fois que les exigences nutritionnelles de base sont respectées, les gains en revenus réels par tête sont avant tout associés à un passage d'une consommation alimentaire riche en hydrates de carbone à une nourriture à valeur supérieure riche en protéines, telle que la viande, les œufs et les produits laitiers.

Il n'est donc pas surprenant que le secteur de l'élevage ait connu une croissance rapide dans la plupart des pays en développement. La croissance économique globale et les revenus disponibles ont permis à la croissance économique annuelle de la consommation et de la production de viande et de lait des pays en développement d'atteindre en moyenne 3,5 et 4,0% entre 1995 et 2005. Cela multiplie au moins par deux les taux de croissance des aliments de base pour la même période, lesquels varient entre 1,4 et 2,0%.

Au niveau microéconomique, la plupart des pauvres des zones rurales dépendent au moins en partie de l'élevage pour leur subsistance. Parmi ces pauvres, on trouve les éleveurs pastoraux et agro-pastoraux, mais également de nombreux agriculteurs mixtes culture/élevage, ainsi que les sans terres, que l'élevage permet de participer à la production alimentaire. Les estimations préliminaires de l'*International Livestock Research Institute* (ILRI) suggèrent qu'environ 65% des pauvres des zones rurales pratiquent l'élevage.

Une analyse de la FAO de 15 ménages représentatifs de leur pays montre qu'entre 46 et 82% des ménages ruraux asiatiques, africains et latino-américains pratiquent l'élevage. De plus, la propriété des bêtes, telles que le bétail, les buffles, les moutons, les chèvres, les cochons et la volaille, semble répartie de manière plus égale entre les divers groupes de revenus, y compris les pauvres, que les terres agricoles. Par exemple, on estime qu'environ 65% des ménages les plus pauvres possèdent des animaux de ferme au Ghana, 74% à Madagascar, 55% au Bangladesh, 85% au Vietnam, 87% en équateur et 59% au Nicaragua. L'élevage contribue significativement à la subsistance des pauvres. La vente d'animaux vivants et de produits d'élevage contribue souvent de manière substantielle aux revenus en liquidités des pauvres, essentiels afin d'honorer des obligations telles que les frais scolaires et médicaux.

L'élevage est source de fertilisant, de fumier brut pour le carburant, de labour, de trait et de halage et permet donc d'augmenter la productivité agricole et d'alléger les contraintes de la main d'œuvre agricole. Dans « une économie de ménage », l'élevage permet d'atténuer les risques, d'épargner et d'obtenir un certain statut social. Dans un contexte économique plus large, l'élevage génère de l'emploi supplémentaire et des opportunités de revenus.

L'élevage fournit une source précieuse de nourriture riche en nutriments pour la consommation privée. L'alimentation d'origine animale (AOA) est particulièrement appropriée aux groupes nutritionnellement vulnérables, tels que les jeunes enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes. Les nutriments de l'AOA (comme le fer et le zinc) ont une biodisponibilité plus grande que ceux contenus dans les sources végétales. De plus, la viande renforce efficacement l'absorption du fer dans un régime alimentaire. La densité nutritive élevée de l'AOA en fait un élément important des interventions alimentaires auprès de populations pouvant difficilement absorber des volumes importants de nourriture, en particulier les très jeunes enfants (qui ont une capacité gastrique limitée par rapport à leurs besoins nutritionnels élevés durant cette étape de croissance rapide).

Expansion des marchés d'élevage: quel impact sur les pauvres ?

Étant donné que l'offre et la demande d'aliments d'origine animale augmentent aux mêmes endroits, l'expansion que connaît actuellement le marché de produits de l'élevage est susceptible de profiter à un nombre considérable de pauvres dont les moyens d'existence

dépendent de cette activité. Or, ce potentiel de développement, en tant que facteur, direct ou indirect, d'atténuation de la pauvreté, reste aujourd'hui largement sous-exploité par les organismes de développement et les décideurs au niveau national. Les petits éleveurs sont désavantagés pour plusieurs raisons:

- Du fait des imperfections du marché et des institutions, l'accès insuffisant au crédit ou aux services de santé animale est un problème très répandu dans les zones rurales et périurbaines des pays en développement, qui empêche les populations pauvres dépendant de l'élevage de faire un meilleur usage de leur bétail.
- Les politiques dominantes, qui considèrent l'élevage comme une « extension » de l'agriculture plutôt que comme une composante essentielle et qui prennent rarement en considération les imperfections de marché liées à l'élevage, favorisent en général les gros exploitants par rapport aux petits exploitants, tandis que la tendance à l'industrialisation et à la concentration le long de la chaîne d'approvisionnement des produits de l'élevage aux niveaux national, régional et international vient renforcer les pressions sur les petits exploitants et risque d'exacerber la pauvreté rurale et l'exode rural.
- Une croissance incontrôlée du secteur de l'élevage peut avoir des répercussions négatives: dangers pour la santé publique liés aux zoonoses, dégradation de l'environnement du fait de pressions exagérément élevées sur les parcours, ou encore pollution liée aux déjections animales. Ces facteurs externes affectent de façon disproportionnée les pauvres, qui sont fortement tributaires de la base de ressources naturelles pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et dont la capacité de supporter les chocs est limitée²⁵.

La tendance d'intensification et d'industrialisation en cours dans le secteur de l'élevage peut avoir des effets potentiellement positifs et négatifs sur les pauvres. Pour les pauvres des zones rurales, la question concerne principalement la durabilité et la rentabilité de leur exploitation agricole, mais pour les pauvres des zones rurales et urbaines, le coût des aliments de base est également affecté.

Certains auteurs avancent l'argument que la révolution de l'élevage pourrait être positive pour les pauvres. Cette projection part du principe qu'il sera plus aisé pour les pauvres d'améliorer leurs revenus dans un secteur en croissance globale, où ils jouent déjà un rôle important, et que l'intensification pourrait fournir des alternatives économiquement viables à leur travail de culture.

Cependant, l'intensification de l'élevage, en particulier la concentration plus forte et l'intégration verticale de l'offre d'intrants, de la production et de la transformation qui l'accompagnent, pourrait sérieusement menacer la petite production, celle-ci pouvant ne pas être capable de concurrencer les unités industrielles plus efficaces.

Des économies d'échelle considérables existent, en particulier dans la production de volaille et de porc, dans le logement, dans la fourniture d'intrants et dans le contrôle des maladies. Toutefois, les coûts de la résistance aux antibiotiques et ses conséquences sur la santé publique, le coût de pratiques d'alimentation non durables et les occasionnelles épidémies majeures, telles que la peste porcine classique et la fièvre aphteuse, démontrent également les inconvénients de grandes unités de production intensive²⁶.

²⁵ FAO, « Politiques en matière d'élevage et changement institutionnel au service de la lutte contre la pauvreté », Comité de l'agriculture (COAG), 21^{ème} session, Rome 22-25 avril 2009, doc. COAG/2009/2, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/016/k4291f.pdf>

²⁶ Banque mondiale, "Livestock development : implications for rural poverty, the environment, and global food security", 2001, <http://go.worldbank.org/G35P51ORT0>

5. Développement du secteur de l'élevage: défis futurs ?

Le développement du secteur de l'élevage génère autant de risques substantiels et d'externalités négatives que d'opportunités, facteurs qui doivent être pris en compte par les pouvoirs publics. Ces externalités se propagent des producteurs individuels dans la société et deviennent manifestes en termes d'impacts environnementaux, de risques sanitaires publics et d'incapacité fréquente des petits producteurs à se conformer à des normes de consommation et d'industrie plus contraignantes.

5.1 Élevage et environnement

L'élevage a de multiples impacts sur la terre et sur l'eau. Du côté négatif, le surpâturage par les ruminants entraîne une diminution des nutriments, une compaction du sol et au final son dénudement et son érosion. De plus, les besoins alimentaires en grains et en oléagineux engendrent une expansion de la frontière agricole arable, en particulier dans les zones forestières tropicales sous-humides et humides, causant une érosion du sol et une perte de biodiversité. Du côté positif, l'élevage peut renforcer la fertilité du sol, et grâce au trait, améliorer ses qualités physiques²⁷.

On estime que l'élevage produit 18% du dioxyde de carbone (CO₂) anthropogénique et qu'environ 20 à 70% des herbages mondiaux sont dégradés par le surpâturage. Ainsi, aux États-Unis, le secteur est responsable d'environ un-tiers de l'azote et du phosphate dans les ressources d'eau douce. Le secteur est également en grande partie à l'origine de la perte de biodiversité de quelques uns des écosystèmes mondiaux les plus diversifiés.

Dans les zones arides, les systèmes pastoraux dominants produisent déjà au maximum de leurs capacités, mais la croissance de la population est affectée par une réduction des zones de pâturage, dans une spirale de dégradation de la terre et de pauvreté. Il y a trop de gens par rapport aux animaux disponibles. D'un autre côté, la végétation annuelle de ces écosystèmes s'est révélée remarquablement résiliente.

L'élevage contribue à la dégradation du sol dans les zones arides à cause du surpâturage et de la compaction du sol. Cependant, le débat fait toujours rage concernant le degré de réversibilité de cette dégradation des terres causée par l'élevage. Les éléments de preuve scientifique actuels suggèrent une grande résilience de la végétation annuelle de ces zones et un niveau élevé d'efficacité de l'utilisation des zones de parcours tropicales arides.

De plus, l'élevage n'est que l'une des nombreuses causes de dégradation du sol. La culture dans des zones marginales et la collecte de bois de chauffe sont également des causes essentielles. La dégradation du sol par l'élevage est principalement observée autour de zones d'installation, de points d'eau et de longues routes de transhumance des bêtes.

En outre, la dégradation du sol par l'élevage a principalement lieu durant les périodes de sécheresse, lorsque la végétation pérenne d'arbres et d'arbustes est coupée pour le fourrage²⁸.

En ce qui concerne les zones humides, le pacage est depuis longtemps associé à la déforestation des forêts tropicales²⁹. Cependant, cette connexion est de plus en plus étroite

²⁷ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

²⁸ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

²⁹ L'analyse ci-dessous se concentre presque exclusivement sur les tropiques humides du continent américain.

depuis quelques années, avec l'intensification de la déforestation et du rôle de l'élevage dans ce processus. Dans la région amazonienne, la déforestation s'est accélérée d'environ 18 000 km² par an entre 1990 et 2000 à environ 25 000 km² par an ces dernières années, et a augmenté de 0,6% entre 2000 et 2005.

On estime qu'en 2010 le pâturage d'élevage en Amérique du Sud couvrira 24 millions d'hectares, toujours couverts de forêts en 2000. 60 à 70% de la conversion de l'Amazonie est réservée au pacage ou à la production de céréales fourragères. Le tableau est plus varié en Amérique centrale. Le Costa Rica dispose d'une zone forestière en expansion et le Panama et la Colombie ont un taux de déforestation très faible qui s'élève à 0,1% par an, mais des pays tels que le Salvador et le Guatemala présentent des taux de plus de 1% par an. La production laitière et culturale semble être le principal moteur. En Asie et en Afrique centrale, l'extraction légale et illégale de bois est la principale cause et le développement de l'élevage ne joue qu'un rôle secondaire dans la déforestation de la forêt tropicale.

Pour ce qui est des émissions carboniques, la conversion de la forêt tropicale en terres cultivables libère des quantités importantes de CO₂. Les forêts sempervirentes amazoniennes représentent environ 10% de la productivité primaire terrestre mondiale et 10% du stockage de carbone. On estime que la conversion de la forêt tropicale en herbages pour le pacage produit annuellement environ 1,7 milliard de tonnes d'équivalent CO₂ et 0,7 milliard de tonnes pour la conversion de la forêt tropicale en terres culturales pour l'alimentation des animaux (maïs et soja)³⁰.

Estimation de l'impact du changement climatique sur la transition de la subsistance en Afrique

Les impacts du changement climatique sur les systèmes agricoles sont souvent très hétérogènes, dans l'espace et le temps. Certaines zones des hautes terres d'Afrique subsaharienne (ASS) peuvent présenter des améliorations des conditions de croissance des cultures du fait de l'augmentation des températures et des précipitations, et les petits producteurs peuvent y trouver des opportunités d'intensification et/ou de diversification de la production. Dans d'autres endroits, le changement climatique entraîne un changement des stratégies de subsistance des populations rurales, afin de préserver la sécurité alimentaire et de fournir des solutions de préservation des revenus. Ces zones couvrent souvent des régions africaines déjà marginales pour la production culturale. Cette marginalisation grandissante peut faire de l'élevage une alternative à l'abattage. Dans de nombreux systèmes semi-arides d'Afrique subsaharienne, l'élevage permet aux agriculteurs de diversifier leurs revenus et de réduire la variabilité de ceux-ci. En effet, l'élevage constitue un mécanisme crucial permettant aux populations pauvres et vulnérables de s'adapter à des environnements variables.

Certains auteurs suggèrent que les zones déjà marginales pour la culture sont susceptibles de le devenir encore plus, et que les populations dépendant de ces zones pour leur subsistance sont déjà beaucoup plus pauvres que la moyenne. Ils suggèrent que les populations dans des zones marginales plus reculées seront affectées de façon disproportionnée par le changement climatique. Les impacts se maintenant, les plus pauvres seront les plus affectés, à conditions égales. Dans de telles situations, l'impact du

³⁰ Banque mondiale, *Minding the Stock*, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

changement climatique aura tendance à affecter négativement le potentiel de production des régions accueillant des populations particulièrement pauvres³¹.

5.2 Exploration des liens entre l'élevage et la santé humaine

Les liens entre l'élevage et la santé sont significatifs, en particulier pour les pauvres, qu'ils soient éleveurs ou consommateurs de viande et de lait, ou même utilisateurs de l'environnement. Le processus d'élevage et de consommation de produits d'origine animale bénéficie et à la fois nuit à la santé humaine.

Avantages de l'élevage pour la santé et la nutrition humaines

L'alimentation d'origine animale, telle que la viande, le lait et les œufs, contient des sources garanties de protéines de qualité et de graisses structurales essentielles. Elle constitue également une source importante de micronutriments essentiels hautement biodisponibles (donc aisément absorbés et utilisés par le corps), tels que le fer, le zinc, la vitamine A et le calcium, qui manquent ou ne sont pas aussi biodisponibles dans de nombreux régimes alimentaires des pays en développement, avant tout composés de céréales. Ces nutriments sont essentiels afin de maintenir une croissance et un développement adéquats.

L'élevage peut également avoir des effets positifs sur la santé en améliorant la subsistance des pauvres. Les systèmes de production mixtes culture/élevage fournissent une source de revenus essentielle pour 84% des populations rurales pauvres du monde. En Inde, plus de 70 millions de familles d'agriculteurs dépendent directement de micro-activités laitières pour l'emploi et leurs revenus et, au Vietnam, 60 à 70% des ménages ruraux élèvent des poulets et des cochons. Nombre de ces ménages d'exploitation mixte ont peu d'accès à d'autres biens ou ressources, et les animaux qu'ils élèvent leur fournissent donc une alternative à la pauvreté. Les produits laitiers, les œufs, la maroquinerie et même le fumier peuvent être échangés contre des céréales. La principale tendance de ces dernières années en matière d'élevage industriel peut donc menacer l'impact positif de l'élevage sur la subsistance de nombreux pauvres dans le monde³².

Risques de l'élevage pour la santé humaine

L'élevage et la consommation de produits d'origine animale peuvent entraîner quatre types de risques pour la santé humaine: (1) des maladies transmises des animaux aux humains; (2) une pollution environnementale; (3) des maladies et des risques d'origine alimentaire; et (4) des maladies chroniques liées au régime alimentaire.

Maladies transmises des animaux aux humains Les zoonoses sont des maladies pouvant se transmettre des animaux aux humains via des bactéries, des parasites, des virus et des agents non conventionnels. Les zoonoses les plus communes et sérieuses causées par des agents infectieux incluent la salmonellose, la leptospirose des porchers, la brucellose, l'hépatite E (VHE), l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la variante de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), la méningite adulte causée par le streptocoque suis et le virus de la grippe.

Par le passé, on a tenté d'éradiquer les zoonoses associées à l'élevage, notamment par la quarantaine, la vaccination, la dépopulation, le nettoyage et la désinfection des exploitations et l'abattage en masse des animaux. Aujourd'hui, des mesures non conventionnelles sont

³¹ P. Jones et P. Thornton, "Croppers to livestock keepers : livelihood transitions to 2050 in Africa due to climate change", dans *Environmental science and policy*, 2008,

http://www.ilri.org/ILRIPubAware/Uploaded%20Files/croppers-to-livestock-keeperspaper_final.pdf

³² IFPRI, "Understanding the links between Agriculture and Health. Livestock and Health", 2006
http://www.ifpri.org/2020/focus/focus13/focus13_09.pdf

suggérées, telles que des contrôles par les transformateurs alimentaires selon le Système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP), des interdictions sur les importations d'animaux vivants et des systèmes d'alerte précoce. La grippe aviaire est une préoccupation réelle, car il n'existe aucun vaccin essayé et testé et bien que le traitement expérimental breveté de phosphate d'oseltamivir semble fonctionner, le monde n'en dispose pas assez pour une utilisation généralisée. La mort des animaux à cause d'épidémies appauvrit sérieusement les ménages pauvres, tout comme la mauvaise santé ou la mort de maladie du soutien de famille. Afin que les petits ménages d'éleveurs dans les pays en développement puissent sortir de la pauvreté, les soins de santé humains et vétérinaires sont cruciaux³³.

Maladies et risques d'origine alimentaire. Plusieurs bactéries mortelles sont associées à la consommation de produits de l'élevage mal préparés, notamment le campylobacter, la salmonelle, le E. coli O157:H7 et l'entérocoque. Les antibiotiques sont largement administrés dans les pays développés pour l'élevage intensif et sont de plus en plus utilisés dans les pays en développement pour stimuler la croissance et empêcher la propagation des infections. Bien qu'ils aient l'avantage potentiel de rendre l'AOA plus disponible pour les familles pauvres des pays en développement, une étude récente a estimé que ces bénéfices sont négligeables.

Les antibiotiques constituent également un risque de santé publique lié à l'alimentation: on craint que leur utilisation chez les animaux entraîne l'émergence d'épidémies de pathogènes résistants causant également des maladies chez les humains, réduisant donc la capacité de traitement des maladies humaines. À la fin des années 1990, les États-Unis et l'Union européenne ont interdit l'utilisation de certains antibiotiques simulant la croissance. En 2006, tous les stimuli de croissance antibiotiques étaient interdits au Royaume-Uni

Les préoccupations concernant les maladies liées à l'alimentation et à l'élevage ont encouragé les pays industrialisés à développer des normes de sécurité alimentaire strictes, mais la conformité avec ces normes de sécurité alimentaire fondées sur des processus de haute technologie, telles que le HACCP, sont extrêmement coûteux pour de nombreux petits producteurs des pays en développement. À moins d'être solutionnée, cette situation pourrait avoir des effets négatifs sur les revenus et sur la réduction de la pauvreté³⁴.

Afin de relever ces défis, il faudra que les institutions publiques responsables déterminent des priorités sélectives. L'atténuation des impacts négatifs du secteur de l'élevage afin de permettre aux contributions positives du secteur de se réaliser nécessitera des politiques publiques et des investissements substantiels. Alors que la capitalisation sur les externalités positives repose principalement sur l'investissement privé, l'efficacité de cet investissement en termes d'impacts positifs dépend en large mesure de la création d'un environnement favorable plus large.

Cet environnement propice dépend largement des autorités publiques et viserait des domaines tels que la sécurité foncière, la fourniture d'infrastructures publiques et d'autres facteurs influençant le climat d'investissement³⁵.

³³ IFPRI, "Understanding the links between Agriculture and Health. Livestock and Health", 2006
http://www.ifpri.org/2020/focus/focus13/focus13_09.pdf

³⁴ IFPRI, "Understanding the links between Agriculture and Health. Livestock and Health", 2006
http://www.ifpri.org/2020/focus/focus13/focus13_09.pdf

³⁵ Banque mondiale, Minding the Stock, cit.,
<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

5.3. Élevage et santé animale: menace pour la subsistance des ménages et le commerce

En Afrique, environ 46 millions de têtes de bétail risquent de contracter la trypanosomiase transmise par la mouche tsé-tsé. Approximativement 3 millions de têtes de bétail meurent de trypanosomiase africaine animale (TAA) chaque année. Dans les zones infestées par la mouche tsé-tsé, la trypanosomiase réduit la production de viande et de lait d'au moins 50%. Elle limite également les opportunités agricoles en termes de culture et d'élevage: le cycle des nutriments est moins efficace, l'accès à la traction animale est moins facile, les revenus des ventes de lait et de viande chutent et l'accès au capital liquide est limité. Les pertes économiques pour la production de bétail uniquement peuvent atteindre entre 1 000 et 1 200 millions USD par an, les pertes totales, en termes de PIB agricole africain, atteignant environ 4 750 000 millions USD par an³⁶.

Les maladies animales constituent une contrainte majeure de la production et du commerce animal et de l'utilisation sûre de produits d'origine animale dans le monde. L'impact des maladies animales sur la vie et la subsistance des pauvres est particulièrement profond. En effet, une épidémie peut faire la différence entre des réserves alimentaires suffisantes et une insécurité alimentaire, entre des revenus sûrs et la perte de revenus clés pour le ménage. La présence de maladies animales entrave également la participation des pauvres au commerce local, national et régional. Tout aussi important est le lien étroit entre santé animale et humaine. Les zoonoses peuvent avoir une influence profonde sur la santé et le bien-être des ménages concernés. Les maladies animales influent donc profondément sur la pauvreté.

Afin de faire face à l'impact des maladies animales sur les pauvres, la question des services sanitaires animaux doit également être soulevée. De plus, des actions de développement sont menées dans un environnement politique plus large. Les politiques nationales et régionales concernant le secteur sanitaire vétérinaire en général doivent également être prises en compte.

L'un des nombreux défis auxquels les éleveurs pastoraux et les petits agriculteurs africains sont confrontés est le manque d'informations sur la santé animale et l'accès aux médicaments et aux vaccins. À cause de systèmes médiocres de partage de l'information, les éleveurs pastoraux et les petits agriculteurs sont souvent isolés des initiatives de développement qui transforment l'élevage dans d'autres parties du monde. Les agriculteurs ont besoin d'informations actualisées et correctes sur les meilleurs soins à prodiguer à leurs animaux, les nouvelles pratiques vétérinaires, les meilleurs moyens de traiter les maladies et sur les derniers traitements sur le marché.

Les services sanitaires vétérinaires en Afrique sub-saharienne doivent être rapides, efficaces et abordables, mais ils sont gravement menacés par la privatisation du secteur vétérinaire. Un autre problème est le manque de professionnels vétérinaires formés. Le contrôle des maladies animales dépend à présent des agriculteurs, des assistants sanitaires vétérinaires et des conseillers agricoles, qui sont souvent mal équipés pour cette tâche. Dans le même temps, l'élevage s'étend afin de répondre à la demande croissante de produits alimentaires d'origine animale et à l'urbanisation. L'amélioration de l'information vétérinaire est essentielle afin d'aider les populations rurales à entretenir leur cheptel. Cette question revêt une importance essentielle dans le monde. Il faut formaliser la fonction des conseillers

³⁶ PNUE, "Africa Environment Outlook 2 : Our Environment, Our wealth, 2006", http://www.unep.org/dewa/africa/aeo2_launch/index.asp

vétérinaires au sein des communautés, formés aux questions vétérinaires dans les zones rurales africaines où peu de vétérinaires sont disposés à travailler³⁷.

6. Défis politiques

Gestion des ressources naturelles

Les herbages couvrent plus d'un-quart de la surface terrestre mondiale et le secteur de l'élevage est le principal utilisateur de terres agricoles. Les effets du pâturage sur le sol sont multiples et dépendent essentiellement de l'écosystème principal. Dans les zones de parcours arides, l'étendue de la dégradation du sol est l'objet d'un débat passionné. Les estimations varient entre 20 et 70% de sols de parcours arides dégradés.

Il est clair que les écosystèmes arides sont utilisés à leur pleine capacité et qu'ils sont hautement résilients. La plupart des zones de parcours arides sont propriétés communes et les politiques publiques et les programmes de développement peuvent jouer un rôle majeur dans leur gestion. Le développement d'un emploi alternatif stimulant l'émigration est une priorité. Des programmes qui facilitent la mobilité des troupeaux pourraient effectivement renforcer la résilience des systèmes pastoraux. Les services d'assurance et les installations de déstockage et de restockage aideraient les producteurs à gérer les risques. Le paiement de services environnementaux (PSE) créerait des sources de revenus alternatives et réorienterait les systèmes de production pastorale de l'étroitesse de la production animale vers la gestion des terres.

Dans les tropiques humides, la déforestation due à l'élevage est générée par le progrès technologique et par la croissance rapide de la demande en céréales fourragères. La motivation passée de subside du pacage a grandement déclinée. Les politiques et les investissements recommandés nécessitent une combinaison de réglementations (zonage), d'incitants (PSE) et de recherche de systèmes alternatifs d'alimentation des animaux. Alors que la part de prélèvement (7%) et de diminution (15%) des ressources aquifères par le secteur de l'élevage reste relativement minime, les pénuries mondiales d'eau actuelles et projetées suggèrent une préoccupation plus grande pour la réduction des besoins en eau du secteur. La politique et l'investissement devraient mettre la priorité sur le renforcement de l'efficacité de l'irrigation et la réduction de la pollution causée par les déchets de l'élevage.

Environ les trois quarts de la production de viande et de lait dans le monde en développement proviennent de systèmes d'exploitation mixtes, et une grande partie du restant est générée par des systèmes industriels à croissance rapide et à intrants et rendement élevés. Le recyclage des nutriments et des déchets de l'élevage est la principale question environnementale liée à ces systèmes de production. En principe, ils utilisent le meilleur système de recyclage du secteur de l'élevage, les produits dérivés (fumier, trait) étant essentiels pour les cultivateurs et les résidus de cultures, essentiels pour les éleveurs afin de nourrir les animaux. Cependant, des déséquilibres régionaux sont fréquents, avec une concentration excessive dans certaines régions. La disponibilité de l'infrastructure détermine la localisation géographique de la production. Dans les premières étapes du développement, la transformation a tendance à se concentrer autour des centres urbains. Au fur et à mesure de l'amélioration des infrastructures, la transformation se déplace vers les zones de production d'alimentation pour animaux. Plusieurs options politiques permettent de promouvoir une distribution géographique plus homogène de l'élevage. Ces politiques répondent généralement à une stratégie d'intensification sans concentration, en encourageant des formes de production plus intensives, mais en empêchant que les unités

³⁷ IDS, "Communities, Commodities and Crazy Ideas: Changing Livestock Policies in Africa", Article du bulletin de l'IDS, 2006, <http://www.id21.org/viewpoints/WelburnJuly06.html>

de production intensive soient concentrées dans une zone. L'impact environnemental négatif du secteur serait atténué par une amélioration des infrastructures et des conditions égales pour le recyclage des déchets, tels que les fertilisants organiques et l'électricité au biogaz, notamment à travers l'utilisation de systèmes d'échange de quotas de carbone³⁸.

Changement climatique mondial. À la lumière du débat actuel sur le changement climatique mondial, les émissions de gaz à effet de serre du secteur de l'élevage sont une priorité fondamentale.

Et les chiffres sont édifiants. Sur l'ensemble de la chaîne de production, le secteur de l'élevage contribue actuellement à 18% des équivalents totaux d'émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, dont environ 9% de dioxyde de carbone (CO₂), 37% de méthane (CH₄) et 65% d'oxyde d'azote (N₂O). Ces émissions excèdent celles du secteur du transport mondial. En tant que bien public mondial, une action urgente par la communauté mondiale est requise. Elle devrait commencer par sensibiliser les plus hauts niveaux politiques, les émissions causées par l'élevage n'ayant pas encore fait l'objet d'une discussion par les institutions mondiales de prise de décision.

Cette sensibilisation de haut niveau devrait encourager une participation active des parties prenantes du secteur de l'élevage aux négociations post Kyoto. Parmi les options techniques, citons: (a) la séquestration du carbone sur les terres de pâturage; (b) la réduction des émissions de méthane par la petite production de ruminants, en particulier les produits laitiers, à travers une meilleure alimentation; et (c) la réduction des émissions de méthane et d'oxyde d'azote des déchets animaux, en récupérant l'énergie et en améliorant la gestion des déchets³⁹.

Santé publique. Bien que les produits de l'élevage soient essentiels au régime alimentaire des groupes vulnérable du monde développé, le secteur de l'élevage entraîne également des risques sanitaires majeurs. Ces 15 dernières années, 75% des maladies humaines qui ont émergé étaient d'origine animale. Les maladies d'origine alimentaire causées par les animaux affectent des millions de personnes. La viande est également devenue un facteur important de la crise de l'obésité, qui a commencé à affecter le monde en développement. De plus, ce que l'on appelle « maladies du commerce », telles que la fièvre aphteuse et la peste porcine classique, causent des milliards de dollars de pertes. L'émergence récente de l'influenza aviaire hautement pathogène a attiré l'attention du monde sur la nécessité d'une réponse d'alerte précoce et de systèmes de contrôle efficaces. L'intégration de systèmes sanitaires humains et vétérinaires dans un contexte d'écosystème, comme c'est le cas de l'action « Un monde, une santé », constituerait un cadre organisationnel important, mais encore faut-il le mettre en œuvre. Au niveau mondial, l'amélioration d'instruments de coordination et de gestion des risques (compensation, communication) doit être développée et mise en œuvre. Un soutien international renforcé au développement des technologies de contrôle des « maladies des pauvres » est également nécessaire. Au niveau national, il

³⁸ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

³⁹ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

convient de mettre l'accent sur le renforcement des services d'intérêt public de surveillance et d'alerte et de réponse précoces face aux épidémies⁴⁰.

Santé humaine

La gestion des liens entre élevage et santé nécessite la promotion des avantages et l'atténuation des inconvénients affectant les pauvres et les groupes vulnérables.

L'un de ces problèmes est la propagation des zoonoses. Une surveillance, une prévention et un contrôle efficaces des zoonoses sont indispensables et requièrent une meilleure coordination entre les agriculteurs, les agences sanitaires publiques et les responsables du contrôle des maladies animales, ainsi que des organisations impliquées dans la sécurité alimentaire et aquifère. Les organisations internationales et les pays opulents doivent renforcer les capacités des pays pauvres en ressources et d'autres partenaires afin de détecter, de contrôler et de prévenir les zoonoses. Une intégration systématique entre les infrastructures et les politiques de santé publique doit également exister, ainsi qu'entre la surveillance et le contrôle sanitaires humains et vétérinaires. Afin de renforcer la surveillance et la réponse mondiale face aux zoonoses, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale pour la santé animale et l'Organisation mondiale de la santé ont conjointement lancé un Système mondial d'alerte précoce (SMAP) pour les maladies animales transfrontalières. Le partage de l'information obtenue par cette initiative est crucial.

Dans les pays en développement, les petits producteurs ne disposent que de méthodes rudimentaires de protection contre les maladies et de prévention de leur propagation aux exploitations et aux communautés voisines. Il conviendrait peut-être de repenser les tendances vers une privatisation globale des services vétérinaires et un désinvestissement public de ces services afin d'envisager plus en profondeur des partenariats publics et privés. Bien que les pays développés aient mis en place des mesures réglementaires extensives fondées sur le marché afin de limiter les dégâts environnementaux de l'élevage intensif dans les centres urbains et périurbains, dans les pays en développement les coûts de suivi et de conformité sont prohibitifs. Il est peut-être nécessaire de revoir l'alimentation concentrée des bêtes afin de mieux envisager les problèmes de gestion des déchets liés à la mauvaise santé des éleveurs et de la communauté en général. Un élevage moins intensif pourrait également potentiellement réduire les risques d'infections et de maladies des animaux et réduire l'utilisation indiscriminée des antibiotiques.

Dans l'ensemble, il n'y a aucune raison pour que les objectifs de santé, de sécurité environnementale et de création de richesse soient en conflit. Ils devraient au contraire être considérés comme idéalement complémentaires⁴¹.

Pauvreté. Il existe un risque important d'exclusion des petits producteurs dans le développement de l'élevage. L'accès à un marché de la viande et de produits laitiers en croissance rapide et plus sophistiqué dépend d'une qualité supérieure, de normes de sécurité plus strictes, d'une plus grande uniformité des produits, d'une offre plus fiable et d'une vérifiabilité de l'origine. Du fait des économies d'échelle des grands producteurs, presque toutes ces normes entraînent des coûts plus élevés par unité pour les petits exploitants. Les petits producteurs et transformateurs risquent d'être exclus de marchés plus

⁴⁰ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

⁴¹ Banque mondiale, Minding the Stock, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

rémunérateurs. Les normes de qualité et de sécurité constituent également des opportunités et peuvent ajouter de la valeur et générer de l'emploi tout le long de la chaîne d'approvisionnement. La capitalisation de ces opportunités nécessitera le soutien de l'action collective via des coopératives, des associations ou des contrats d'exploitation et une intégration verticale.

Afin que les contrats d'exploitation fonctionnent bien pour cette capacité, un cadre juridique solide est nécessaire afin de garantir l'exécution correcte des contrats. Pour que les coopératives se développent correctement, il ne devrait pas y avoir d'interférence du gouvernement. Les normes de sécurité publique devraient être fixées en accordant une attention particulière à la capacité du gouvernement à les appliquer, à la pertinence des risques sanitaires publics qu'elles visent et de la compétitivité globale du marché.

Les producteurs ont généralement peu d'influence dans la détermination des normes privées. Enfin, les petits producteurs devraient bénéficier d'une égalité de traitement dans les cadres d'incitation, notamment de subvention⁴².

Les décideurs des pays en développement devraient s'efforcer, sans compromettre la sécurité alimentaire, d'orienter le développement du secteur de l'élevage de manière à ce qu'il soit durable et à ce qu'il contribue à la réduction de la pauvreté, c'est à dire, dans les circonstances actuelles, un développement profitant aux petits producteurs, qui continueront de représenter une part significative des éleveurs pendant plusieurs décennies, ainsi qu'aux autres acteurs de la chaîne de valorisation de l'élevage opérant à petite échelle, qui sont extrêmement concernés par le développement de ce secteur⁴³.

7. Le rôle de l'élevage dans l'agenda de développement

Comme mentionné plus haut, un élevage non réglementé a des conséquences négatives significatives. Il contribue à la dégradation du sol et à la pollution de l'eau et à l'érosion de la biodiversité, et est une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre. Il engendre de graves risques pour la santé publique, notamment des maladies telles que l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

Un récent rapport de la Banque mondiale suggère que la croissance du secteur de l'élevage est presque entièrement générée par l'investissement privé. En ce qui concerne l'investissement et les politiques du secteur public, ils sont les victimes d'une « négligence bénigne », dont les résultats sont tout sauf bénins.

La négligence de l'élevage par les autorités publiques a également entraîné l'exclusion des petits producteurs des bénéfices de la croissance de ce secteur. Ces impacts négatifs et ces opportunités manquées devraient continuer à défaut de politique et d'investissement publics afin de faire évoluer le secteur.

Totalement à la merci du marché, les incitants encouragent souvent les producteurs à prendre des décisions contraires à des intérêts sociaux plus généraux tels que la santé publique. Les manquements du marché peuvent exclure les petits producteurs et rendre son accès difficile, voire impossible, pour de nombreux producteurs potentiels. Ces manquements doivent être rectifiés afin de réaliser les bénéfices potentiels du développement de l'élevage en faveur des petits producteurs et des communautés auxquelles ils appartiennent. Des politiques appropriées et des réglementations efficaces

⁴² Banque mondiale, *Minding the Stock*, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

⁴³ FAO, « Politiques en matière d'élevage et changement institutionnel au service de la lutte contre la pauvreté », cit., <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/016/k4291f.pdf>

sont nécessaires afin d'atténuer les risques et les impacts négatifs du secteur sur la santé publique et sur l'environnement. Un engagement actif du secteur public est généralement requis afin d'obtenir un certain niveau de convergence entre les incitants de producteurs individuels et les intérêts de la société⁴⁴.

Vers une nouvelle approche ?

Une variété de facteurs ont causé le détournement du secteur public de l'élevage, lesquels sont à l'origine des faibles niveaux de financement public du développement de l'élevage, qu'il s'agisse des gouvernements nationaux ou des agences internationales de développement. La reconnaissance du fait que la croissance du secteur est déterminée par l'investissement privé, ainsi que le retrait des financements mondiaux des donateurs en faveur d'entités paraétatiques au début des années 1990, ont contribué à faire fi du statut de bien public, parfois mondial, de l'élevage et de la consommation de ses produits. L'élevage est également réputé impopulaire au sein de la plupart des communautés et des organisations non gouvernementales et civiles, lesquelles ont pris de l'importance à la fin des années 1990 lorsque plusieurs agences internationales de développement ont cherché à lier des liens plus étroits avec elles. Les arguments en défaveur de l'élevage par ces groupes et par d'autres ont également touché les décideurs politiques, qui sont devenus plus réticents à consacrer des ressources publiques à la gestion du secteur.

Ce désintérêt par les gouvernements et la communauté internationale a eu des résultats pervers. À cause du manque de politiques efficaces et de cadres réglementaires, l'élevage demeure à la fois un contributeur majeur à la pollution et aux émissions de gaz à effet de serre et une source importante de risque pour la santé publique.

Un effort concerté est clairement requis, combinant investissements majeurs dans la sensibilisation au niveau international, national et local et évolution et investissement politiques. La sensibilisation doit porter tant sur les effets positifs que négatifs du secteur de l'élevage. En accentuant à outrance les effets négatifs, elle risque de décourager des investissements publics pourtant nécessaires. En accentuant à outrance les effets positifs, elle risque d'être inefficace et perçue comme un parti pris par les parties ayant des intérêts dans le secteur. Ces deux dangers sont clairement fondés sur l'expérience passée.

Une sensibilisation responsable doit également cibler la réalité de l'augmentation de la demande dans le monde en développement, sans condescendance vis-à-vis des revendications souvent louables et rationnelles des défenseurs d'une réduction de la consommation.

Plusieurs grandes priorités émergent:

- Une plus grande sensibilisation, à travers la presse internationale et nationale, à la nécessité d'agir.
- L'intégration, via un lobbying actif, des questions environnementales et de santé publique (et en particulier des biens publics mondiaux des zoonoses infectieuses émergentes et des émissions de gaz à effet de serre) dans le dialogue international sur l'environnement et les questions sanitaires et dans les négociations à venir.
- L'intégration du secteur de l'élevage, et en particulier du sort des éleveurs pauvres, dans les documents de travail des pays en développement, tels que les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). La création d'outils permettant aux parties prenantes du secteur de présenter leurs arguments plus

⁴⁴ Banque mondiale, *Minding the Stock*, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

efficacement aux décideurs politiques, tels que ceux préparés par l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) pour la performance des services vétérinaires (PSV), peut être d'une grande aide⁴⁵.

L'expérience du Groupe d'experts communautaire sur les questions d'élevage dans les pays en développement (ELIDEV)

Le Groupe d'experts communautaire sur les questions d'élevage dans les pays en développement (ELIDEV) a succédé au groupe créé par la Commission et les États membres au milieu des années 1980 afin de lutter contre la peste porcine en Afrique et de mener à bien le programme PARC (*Pan-African Rinderpest Campaign – Programme panafricain de lutte contre la peste porcine*). Au cours des années, le groupe a été impliqué dans la préparation et la mise en œuvre des principaux programmes de développement de l'élevage (tels que le Programme panafricain de lutte contre les épizooties, PACE). Il est ensuite devenu très actif dans les questions sectorielles (telles que les Programmes d'investissement dans le secteur agricole, l'Initiative pour l'environnement et le développement, LEAD), ainsi que les questions de stratégie et de politique.

À ce moment de son histoire, le groupe se sentait l'obligation de définir et de s'accorder sur des termes de référence et de revoir sa composition. À l'issue de consultations actives parmi les membres du groupe, ces termes de référence ont été définis en 2002-2003. Il a également été décidé que le groupe serait composé de représentants politiques et techniques de chaque État membre et de la CE⁴⁶.

L'objectif global du groupe est de soutenir la contribution de l'élevage et du commerce de ses produits aux Objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Face à la crise due aux épidémies, à l'insécurité alimentaire et à la contraction d'aide extérieure au développement, ainsi qu'au manque d'attention envers l'élevage dans les politiques et les stratégies de développement, le groupe a décidé que son objectif pouvait être atteint en sensibilisant davantage aux aspects positifs et à la contribution de l'élevage et des produits d'origine animale au développement, à la souveraineté alimentaire, à la sécurité alimentaire et à la fourniture d'aliments protéinés de qualité aux populations, dans le cadre de politiques et de programmes cohérents, complémentaires et coordonnés de la Commission européenne et des États membres.

C'est dans ce but que le groupe ELIDEV a lancé en 2008 une initiative visant à promouvoir la production animale afin de sensibiliser les décideurs aux questions d'élevage et de contrebalancer la perception négative du secteur. En gardant à l'esprit que des sources alimentaires diversifiées sont nécessaires afin de nourrir une population mondiale grandissante elle aussi diversifiée et que la consommation de viande du Nord n'est ni durable ni saine, les politiques développées doivent absolument trouver un équilibre entre la demande des pays développés et des pays en développement. L'action doit dès lors avoir pour objectifs: (i) d'impliquer les décideurs politiques dans un débat sur la limitation de l'impact environnemental et de l'empreinte carbonique de l'élevage industriel sans réduire la capacité des populations pauvres à se nourrir (ii) de placer les systèmes d'élevage au cœur de l'agenda climatique international (iii) de garantir le financement par des programmes de sécurité alimentaire afin d'exploiter le rôle de l'élevage en tant que source nutritionnelle

⁴⁵ Banque mondiale, *Minding the Stock*, cit., <http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

⁴⁶ L'ELIDEV se réunit deux fois par an, une fois à Bruxelles à la Commission et une fois dans un État membre, rassemblant des représentants des États membres préoccupés par l'élevage dans le monde en développement.

essentielle et issue à la pauvreté (iv) d'investir dans la recherche et le développement afin de trouver des solutions durables d'optimisation de l'élevage dans les économies émergentes et répondre à la demande d'une population croissante (v) de faire en sorte que l'élevage se focalise sur la qualité plutôt que sur la quantité pour des régimes alimentaires sains et équilibrés (vi) de soutenir les gardiens de troupeaux dans des écosystèmes uniques afin de gérer les ressources naturelles et de préserver la biodiversité (vii) d'encourager la coopération entre divers secteurs professionnels pour intégrer la gestion environnementale dans les sciences médicales, vétérinaires et sociales, la planification urbaine et la santé publique.

Ressources disponibles en ligne

Banque mondiale

Minding the Stock. Bringing Public Policy to Bear on Livestock Sector Development, 2009 (uniquement en anglais)

<http://siteresources.worldbank.org/EXTARD/Resources/336681-1242670845332/MindingTheStockFinal.pdf>

Cattle and beef international commodity profile. Background paper for the competitive Commercial Agriculture in Sub-Saharan Africa (CCAA) Study, 2006 (uniquement en anglais)

http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/Cattle_and_beef_profile.pdf

Livestock development: implications for rural poverty, the environment, and global food security, 2001 (uniquement en anglais)

<http://go.worldbank.org/G35P51ORT0>

CAADP

COMESA CAADP "Policy Brief on Income Diversification among Pastoralists", March 2009 (uniquement en anglais)

[http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20Economic%20Diversification%20Pastoralists%20Policy%20Brief%203%20\(2\).pdf](http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20Economic%20Diversification%20Pastoralists%20Policy%20Brief%203%20(2).pdf)

COMESA CAADP "Policy Brief on Cross Border Livestock Trade in Eastern Africa", February 2009 (uniquement en anglais)

[http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%202%20Cross%20Border%20Livestock%20Trade%20\(2\).pdf](http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%202%20Cross%20Border%20Livestock%20Trade%20(2).pdf)

COMESA CAADP "Policy Brief on Commodity-based trade in Livestock Products", May 2008 (uniquement en anglais)

[http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%201%20Livestock%20Commodities%20\(2\).pdf](http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%201%20Livestock%20Commodities%20(2).pdf)

Commission européenne

General guidance on EU import and transit rules for live animals and animal products from third countries, July 2007 (uniquement en anglais)

http://ec.europa.eu/food/international/trade/guide_thirdcountries2006_en.pdf

Orientations générales relatives aux règles à suivre lors de l'importation et du transit d'animaux vivants et de produits d'origine animale en provenance de pays tiers dans l'Union européenne, 2006

http://ec.europa.eu/food/international/trade/guide_thirdcountries2006_fr.pdf

Guidance document on key questions related to import requirements and the new rules on food hygiene and official food controls, January 2006 (uniquement en anglais)
http://ec.europa.eu/food/international/trade/interpretation_imports.pdf

Conditions d'importation de la viande fraîche et des produits à base de viande dans l'UE
http://ec.europa.eu/food/international/trade/im_cond_meat_fr.pdf

CTA

CTA, « Multiplier les efforts pour soutenir le développement de l'élevage dans les pays ACP »
Note d'orientation ACP n; 1/2009
<http://tr.im/rA5p>

Les éleveurs s'impliquent, Spore n. 139, février 2009
http://spore.cta.int/index.php?option=com_content&task=view&lang=fr&id=801&catid=1

Sécurité alimentaire. Note de synthèse, 2008
<http://agritrade.cta.int/fr/Rubriques/Surete-alimentaire/Note-de-synthese>

CTA, ITC, CIRDES, Actes de la conférence internationale sur l'agro-élevage en Afrique de l'Ouest et centrale: les réalisations de ces vingt-cinq dernières années, les défis à venir et comment aller de l'avant, 2006
http://www.anancy.net/uploads/file_en/061009_livestock_banjul.pdf

FAO

"Livestock Policy and Institutional Change for Poverty Reduction", Comité pour l'agriculture (COAG) 21ème Session, Rome 22-25 April 2009, doc. COAG/2009/2
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/016/k4291e.pdf>

"Sustaining communities, livestock and wildlife. A guide to participatory land-use planning", 2009 (uniquement en anglais)
<http://www.fao.org/docrep/011/i0821e/i0821e00.htm>

"Supporting Livestock Sector Development for Poverty Reduction: Issues and Proposals", Rapport de recherche du PPLPI n. 1, 2009 (uniquement en anglais)
http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-0901_policyprojects.pdf

"Livestock policy and poverty reduction", Livestock Policy Brief n; 4, 2008,
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/i0265e/i0265e00.pdf>

"Food Markets and Poverty Alleviation", Rapport de recherche du PPLPI n.11, 2008 (uniquement en anglais)
http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-0811_foodmarkets.pdf

"The Livestock Sector in the World Development Report 2008: Re-assessing the Policy Priorities", Rapport de recherche du PPLPI n. 7, 2008 (uniquement en anglais)
http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep_0807_WDRLivestock_UP_et_al_080805.pdf

"The Global Livestock Sector – a Growth Engine" (uniquement en anglais)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai554e/ai554e00.pdf>

“Globalization and Smallholder Farmers”, Rapport de recherche du PPLPI n. 1, 2007 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-0701_globalization_smallholders.pdf

“Industrial Livestock Production and Global Health Risks”, Rapport de recherche du PPLPI n. 9, 2007 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-hpai_industrialisationrisks.pdf

“Gridded livestock of the world”, 2007 (uniquement en anglais)

<http://www.fao.org/docrep/010/a1259e/a1259e00.htm>

Rapport de la FAO sur l'élevage 2006 (uniquement en anglais)

<http://www.fao.org/docrep/010/a0255f/a0255f00.htm>

Steinfeld, Gerber, Wassenaar, Castel, Rosales, de Haan, “Livestock’s long shadow. Environmental issues and options”, 2006 (uniquement en anglais)

<http://www.fao.org/docrep/010/a0701e/a0701e00.HTM>

« Politiques et stratégies de réduction de la vulnérabilité des peuples pasteurs en Afrique subsaharienne », Document du travail du PPLPI n. 37, 2006

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp37.pdf

Document de travail (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp37.pdf>

« Économie politique du développement international et des politiques d'élevage en faveur des pauvres: évaluation comparative révisée et augmentée », Document du travail du PPLPI n. 35, 2006 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp35.pdf

Document de travail (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp35.pdf>

Politiques d'élevage et lutte contre la pauvreté: théorie et pratique en Afrique, en Asie et en Amérique latine, Document du travail du PPLPI n.27, 2005 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp27.pdf

Document de travail (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp27.pdf>

“Smallholder Livestock Keepers in the Era of Globalization”, Rapport de recherche du PPLPI n. 6, 2005 (uniquement en anglais)

http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-0506_globalisationlivestock.pdf

« Réglementation internationale, sécurité sanitaire des aliments et éleveurs pauvres des pays en développement », Document du travail du PPLPI n. 25, 2005

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp25.pdf

Document de référence (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp25.pdf>

« Niveau de risque adéquat: équilibrer la nécessité d'un approvisionnement en produits d'origine animale sains et d'un accès équitable aux marchés pour les plus pauvres », Document du travail du PPLPI n.23, 2005

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp23.pdf

Document de référence (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp23.pdf>

« Rendre les réglementations internationales de sécurité aliments favorables aux intérêts des éleveurs pauvres des pays en développement », Informations sur les politiques du PPLPI, 2005
http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/pb_wp25.pdf

« Pour des politiques d'élevage "partagées". Actes de l'Atelier Régional sur les politiques d'élevage, Dakar 17-18 novembre 2004
http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/docarc/mrp_partagees.pdf

« Rôle de l'élevage dans le développement économique et lutte contre la pauvreté », Document du travail du PPLPI n. 10, 2004
http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp10.pdf

Documents de travail (anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp10.pdf>

FAO Expert consultation "The Dynamics of Sanitary and Technical Requirements - Assisting the Poor to Cope", Rome, 22 – 24 June 2004
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/a0011e/a0011e00.pdf>

« Agriculture mondiale: horizon 2015/2030. Rapport abrégé, 2002 »
<http://www.fao.org/docrep/004/y3557f/y3557f00.htm>

Delgado, Rosegrant, Steinfeld, Ehui, Courbois, "L'élevage d'ici 2020: la prochaine révolution alimentaire", FAO-IFPRI-ILRI, 1999
<http://www.ifpri.org/french/2020/dp/dp28/Contents.htm>

Récapitulatif

<http://www.ifpri.org/french/2020/briefs/br61fr.htm>

De Haan, Steinfeld, Blackburn, "Livestock & the environment: Finding a balance", 1997
<http://www.fao.org/docrep/x5303e/x5303e00.HTM>

"World Livestock Production Systems. Current Status, Issues and Trends", FAO Animal production and health Paper 127, 1997 (uniquement en anglais)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/w0027e/w0027e00.pdf>

IFPRI

Determinants and implications of the growing scale of livestock farms in four fast-growing developing countries, Research Report 157, 2008 (uniquement en anglais)
<http://www.ifpri.org/pubs/abstract/157/rr157.pdf>

Understanding the links between agriculture and health. Livestock and Health, 2006 (uniquement en anglais)
http://www.ifpri.org/2020/focus/focus13/focus13_09.pdf

ILRI

P. Jones and P. Thornton, "Croppers to livestock keepers: livelihood transitions to 2050 in Africa due to climate change", in Environmental science and policy, 2008 (uniquement en anglais)
http://www.ilri.org/ILRIPubAware/Uploaded%20Files/croppers-to-livestock-keepers-paper_final.pdf

Livestock production and poverty alleviation – challenges and opportunities in arid and semi-arid tropical rangeland based systems, 2007 (uniquement en anglais)

http://www.ilri.org/ILRIPubAware/Uploaded%20Files/Sere%20IGC%20paper%208%20pages%20final_formatted.pdf

ILRI-Swedish University for Agriculture science (SLU), Global perspectives on animal genetic resources for sustainable agriculture and food production in the tropics, Animal Genetics Training Resource, 2006 (uniquement en anglais)

<http://aqtr.ilri.cgiar.org/Module/module1/module1.pdf>

Mapping livestock-oriented agricultural production systems for the developing world, 2003 (uniquement en anglais)

<http://www.ilri.org/Link/Publications/Publications/Theme%201/Kruska%20et%20al%20Livestock%20systems%20Ag%20systems.pdf>

“Mapping Poverty and Livestock in the Developing World”, 2002 (uniquement en anglais)

<http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Mappoverty/index.htm>

ILRI strategy to 2010: making the Livestock Revolution work for the poor, 2000 (uniquement en anglais)

http://www.ilri.org/InfoServ/Webpub/Fulldocs/Strategy_10/toc.htm

Autres sources

Danish institute for International studies, “European food safety regulation and the developing countries. Regulatory problems and possibilities”, DIIS Working paper 2009:09 (uniquement en anglais)

<http://www.diis.dk/sw79080.asp>

IIED, “Standard bearers. Horticultural exports and private standards in Africa”, 2009 (uniquement en anglais)

<http://www.iied.org/pubs/display.php?o=16021IIED>

Livestock Emergency Guidelines and Standards (LEGS), 2009 (uniquement en anglais)

<http://www.livestock-emergency.net/userfiles/file/legs.pdf>

OCDE, Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l’Ouest. Potentialités et défis, 2008

<http://www.oecd.org/dataoecd/37/51/40279092.pdf>

P. Jones and P. Thornton, “Croppers to livestock keepers: livelihood transitions to 2050 in Africa due to climate change”, in Environmental science and policy, 2008 (uniquement en anglais)

http://www.ilri.org/ILRIPubAware/Uploaded%20Files/croppers-to-livestock-keepers-paper_final.pdf

IDS, “The growing demand for livestock: will policy and institutional changes benefit poor people?” id21 insights 72, February 2008 (uniquement en anglais)

<http://www.id21.org/insights/insights72/insights72.pdf>

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), “The Regulatory Framework for Trade in IGAD Livestock Products”, Working Paper No. 08, 2007 (uniquement en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP07_08.pdf

AU-IBAR, Pan African Animal Health Yearbook 2007 (uniquement en anglais)
http://www.au-ibar.org/documents_public/ibarYearbook%202007_en.pdf

IDS, Livestock, Disease, Trade and Markets: Policy Choices for the Livestock Sector in Africa, IDS working Paper 269, 2006 (uniquement en anglais)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/nonfao/lead/af853e/af853e00.pdf>

American Society of Animal Science, "Role of livestock in human nutrition and health for poverty reduction in developing countries" in Journal of Animal Science, n. 85, 2007, pp. 2788-2800 (uniquement en anglais)
<http://jas.fass.org/cgi/reprint/85/11/2788.pdf>

Institute of Development Studies, "Livestock, Disease, Trade and Markets: Policy Choices for the Livestock Sector in Africa", June 2006 (uniquement en anglais)
<ftp://ftp.fao.org/docrep/nonfao/lead/af853e/af853e00.pdf>

CIRAD, Elevage et pauvreté. Actes de l'atelier CIRAD, Montpellier, 11-12 septembre 2003
http://epe.cirad.fr/fr/doc/actes_2004_09.pdf

Differential Risk Exposure and Stochastic Poverty Traps Among East African Pastoralists in American Journal of Agricultural Economics vol. 83(3), 2001 p. 674 ff. (uniquement en anglais)
http://aem.cornell.edu/special_programs/AFSNRM/Parima/Papers/MB_differentialrisk.pdf

Ministère français des Affaires Etrangères, Compétitivité des productions animales en Afrique subsaharienne et à Madagascar. Synthèse générale, 2000
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Competitivite_des_productions_animales_en_Afrique_subaharienne_et_a_Madagascar.pdf

Études de cas dans les pays ACP

Afrique de l'est

Au niveau national:

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Political Economy of Livestock And Pastoralism In Sudan, IGAD LPI Working Paper n. 6, 2008 (en anglais)

www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP06_08_Sudan.pdf

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Political Economy of Livestock Policy Among the Somalis, IGAD LPI Working Paper n. 5, 2008 (en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP05_08_Somalia.pdf

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Political Economy of Pro-Poor Livestock Policy Reform in Kenya, IGAD LPI Working Paper n. 4, 2008 (en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP04_08_Kenya.pdf

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Political Economy of Pro-Poor Livestock Policy in Eritrea, IGAD LPI Working Paper n. 3, 2008 (en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP03_08_Eritrea.pdf

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Political Economy of Livestock Policy: The Case of Djibouti, IGAD LPI Working Paper n. 2, 2008 (en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP02_08_Djibouti.pdf

FAO, Élevage, libéralisation et démocratie: contraintes et opportunités pour les éleveurs ruraux dans une Ouganda en cours de réforme, Document du travail du PPPLPI n. 29, 2005

Résumé analytique:

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp29.pdf

Document de référence (en anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/docarc/wp29.pdf>

FAO, Dimension économique de l'élaboration des politiques d'élevage en faveur des pauvres en Éthiopie, Document du travail du PPPLPI n ; 19, 2005

Résumé analytique:

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp19.pdf

Document de référence (en anglais):

www.fao.org/ag/againfo/projects/en/pplpi/docarc/wp19.pdf

FAO, Voies de sortie de la pauvreté dans le Kenya occidental et rôle de l'élevage, Document du travail du PPPLPI, n. 14, 2004

Résumé analytique:

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp14.pdf

Document de référence (en anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/docarc/wp14.pdf>

Au niveau régional :

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), Livestock Livelihoods and Institutions in the IGAD Region, IGAD LPI Working Paper n. 10, 2008 (en anglais)

www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP10_08_2.pdf

IGAD Livestock Policy Initiative (LPI), The Regulatory Framework for Trade in IGAD Livestock Products, Working Paper No. 08, 2007 (en anglais)

http://www.igad-lpi.org/publication/docs/IGADLPI_WP07_08.pdf

FAO, A review of the livestock sector in the Horn of Africa (IGAD countries), Livestock sector Report – Horn of Africa, 2005 (en anglais)

http://www.fao.org/ag/againfo/resources/en/publications/sector_reports/lsr_IGAD.pdf

COMESA CAADP, “Commodity-based trade in Livestock Products. New opportunities for the livestock trade in the COMESA region”, Policy brief n. 1, May 2008 (en anglais)

<http://www.nepad->

[caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%201%20Livestock%20Commodities%20\(2\).pdf](http://www.nepad-caadp.net/pdf/COMESA%20CAADP%20Policy%20Brief%201%20Livestock%20Commodities%20(2).pdf)

Afrique de l'ouest

Au niveau national:

FAO, Parcourir le secteur de l'élevage: dimension économique des politiques d'élevage au Burkina Faso, Document du travail du PPPLPI, n. 28, 2005 (en anglais)

Résumé analytique:

http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp28.pdf

Document de référence (en anglais):

<http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/pplpi/docarc/wp28.pdf>

FAO, Livestock and Livelihoods: Development Goals and Indicators Applied to Senegal, PPLPI Research report n; 8, 2006 (en anglais)

http://www.fao.org/AG/AGAINFO/programmes/en/pplpi/docarc/rep-ipalp_senegal.pdf

AUu niveau régional:

OECD, Livestock and regional market in the Sahel and West Africa. Potentials and challenges, 2008 (en anglais)

<http://www.oecd.org/dataoecd/10/8/41848366.pdf>

Afrique du Sud

Au niveau régional:

IDS and al., Transboundary animal diseases and market access: the future of beef marketing in southern Africa, Workshop Report, Pretoria, South Africa 7 – 8 April 2008 (en anglais)

www.steps-centre.org/PDFs/VetScience_Workshop%20report.pdf

IDS, SADC region: Challenges for the beef industry in southern Africa, Steps centre Policy Briefing 2008 (en anglais)

http://www.steps-centre.org/PDFs/VetScience_Briefing_SADC.pdf

Sites web

Alive - Partnership for Africa Livestock Development

<http://www.alive-online.org/index.asp>

Banque mondiale – Livestock and animal resources (uniquement en anglais)

<http://go.worldbank.org/L3TF4HMWG0>

CAADP

<http://www.nepad-caadp.net/>

CARDI – Caribbean Agricultural Reserach and Development Institute

<http://www.cardi.org/>

CGIAR - Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale

<http://www.cgiar.org/languages/lang-french.html>

CIPAV - Centre for the Study of Sustainable Agricultural and Livestock Production Systems

www.cipav.org.co

CIRAD – Economie et politiques d'élevage (EPE)

<http://epe.cirad.fr/>

CIRDES - Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide

<http://www.cirdes.org/>

Commission européenne – DG de la santé et des consommateurs

http://ec.europa.eu/dgs/health_consumer/index_fr.htm

Santé et bien être des animaux

http://ec.europa.eu/food/animal/index_fr.htm

FVO - Food and Veterinary Office (uniquement en anglais)

http://ec.europa.eu/food/fvo/index_en.htm

Rapid alert system for food and feed (uniquement en anglais)

http://ec.europa.eu/food/food/rapidalert/index_en.htm

Échanges et importations de produits animaux

http://ec.europa.eu/food/animal/animalproducts/index_en.htm

CRSP – Global Livestock Collaborative Research Support Program

<http://qlcrsp.ucdavis.edu/>

LINKS - Livestock Information Network and Knowledge System

<http://links.tamu.edu/Pages/Public/Home.aspx>

CTA – Centre technique de coopération agricole et rurale

<http://www.cta.int/indexfr.htm>

Connaissances pour le développement - Bétail

<http://knowledge.cta.int/fr/Dossiers/Demandes-d-innovation/Betail-et-Peche>

Eldis

www.eldis.ids.ac.uk/go/topics/resource-guides/

FARM-Africa

www.farmafrica.org.uk

FAO

http://www.fao.org/index_fr.htm

Division de la production et de la santé animales

<http://www.fao.org/ag/againfo/home/fr/index.htm>

Ressources sur la lutte contre la pauvreté

http://www.fao.org/ag/againfo/resources/fr/pubs_pov.html

Ressources sur l'environnement

http://www.fao.org/ag/againfo/resources/fr/pubs_env.html

Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres (PPLPI)

<http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/home.html>

L'Initiative élevage, environnement et développement (LEAD)

<http://www.fao.org/ag/AGainfo/programmes/fr/lead/lead.html>

Global Livestock Production and Health Atlas (GLiPHA)

<http://kids.fao.org/glipha/>

Future Agricultures Consortium

www.future-agricultures.org

ICARDA - International Centre for Agricultural Research in Dry Areas

www.icarda.cgiar.org

IDS – Livestock and pastoralism

<http://www.ids.ac.uk/index.cfm?objectid=17A08088-5056-8171-7B24A83862B18E27>

IFAD – Livestock and rangelands

<http://www.ifad.org/lrkm/>

Rural poverty knowledge base - Livestock and rangeland development

<http://www.ifad.org/rural/learningnotes/pat/5.htm>

IFPRI - International Food Policy Research Institute

www.ifpri.org

IGAD - Intergovernmental Authority on Development

<http://www.igad.org/>

Livestock Policy Initiative

<http://www.igad-lpi.org/>

Livestock Marketing Information System.

<http://lmis.nortak.com/>

Working papers

http://www.igad-lpi.org/publication/working_papers.htm

ILRI – International Livestock Research Institute
<http://www.ilri.org/>

LEGS - Livestock Emergency Guidelines and Standards
<http://www.livestock-emergency.net/index.html>

Livestock Development Group, University of Reading
www.livestockdevelopment.org

OIE – Organisation mondiale de la santé animale
http://www.oie.int/fr/fr_index.htm

Oxfam – pastoralism resources
www.oxfam.org.uk/resources/learning/pastoralism/

PAM – Programme alimentaire mondial
<http://one.wfp.org/french/>

UA/BIRA - Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine
<http://www.au-ibar.org/index.html>

Participation of African Nations in Sanitary and Phytosanitary Standard-setting Organisations (PAN-SPSO)
http://www.au-ibar.org/ach_trdmkt/panspsso.html

Animal production Unit
<http://www.au-ibar.org/thematicpart/themanimprod.html>

Acronymes

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
AGRHYMET	Centre régional agro-hydro-météorologie
Alive	African Livestock partnership
AOA	Aliment d'origine animale
APE	Accord de partenariat économique
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
ASS	Afrique sub-saharienne
BAD	Banque africaine de développement
BIRA	Bureau interafricain des ressources animales
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEBV	Communauté économique de bétail viande
CEDAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CIRDES	Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide
CIRES	Centre ivoirien de recherches économiques et sociales
CIT	Certificat international de transhumance
CO2	dioxyde de carbone
CORAF	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le Développement agricole
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ECOWAP	Politique agricole de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ELIDEV	Group d'experts communautaire sur les questions d'élevage dans les pays en développement
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine (BSE en anglais)
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FVR	fièvre de la vallée du Rift
GIE	Groupement d'intérêt économique
HACCP	Système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise
IAHP	influenza aviaire hautement pathogène
ILRI	International Livestock Research Institute (Institut international de recherche sur le bétail)
IMPD	Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable
LEAD	Livestock, Environment and Development Initiative
L	Systèmes d'élevage exclusif (<i>Solely Livestock systems</i>)
LG	Systèmes d'herbage (<i>Solely Livestock systems, Grassland-based</i>)
LGA	Systèmes d'herbage - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (<i>Grassland-based - arid/semi-arid tropics and subtropics</i>)
LGH	Systèmes d'herbage - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Grassland based - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
LGT	Systèmes d'herbage - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Grassland based - temperate and tropical highlands</i>)
LL	Systèmes d'élevage non foncier (<i>Landless Livestock production systems</i>)

LLM	Systèmes monogastriques non fonciers (<i>Landless mono-gastric system</i>)
LLR	Systèmes ruminants non fonciers (<i>Landless ruminant system</i>)
M	Systèmes d'agriculture mixte (<i>Mixed farming systems</i>)
MI	Systèmes d'agriculture mixte irriguée (<i>Mixed irrigated farming systems</i>)
MIA	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (<i>Mixed irrigated - arid/semi-arid tropics and subtropics</i>)
MIH	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Mixed irrigated - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
MIT	Systèmes d'agriculture mixte irriguée - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Mixed irrigated - temperate and tropical highlands</i>)
MR	Systèmes d'agriculture mixte pluviale (<i>Mixed rainfed</i>)
MRA	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Tropiques et sous-tropiques arides et semi-arides (<i>Mixed rainfed - arid/semi-arid tropics and subtropics</i>)
MRH	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Tropiques et sous-tropiques humides et sous-humides (<i>Mixed rainfed - humid/subhumid tropics and subtropics</i>)
MRT	Systèmes d'agriculture mixte pluviale - Hautes terres tempérées et tropicales (<i>Mixed rainfed - temperate and tropical highlands</i>)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONERA	Office national d'exploitation des ressources animales
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OP	Organisation des producteurs
PACE	Programme panafricain de lutte contre les épizooties
PAPISE	Plan d'action et programme d'investissement du secteur élevage
PARC	Programme panafricain de lutte contre la peste bovine (<i>Pan African Rinderpest Campaign</i>)
PATTEC	Pan African Tsetse and Trypanosomiasis Eradication Campaign
PCE	Ponte – couvaison – élevage
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Peste porcine africaine
PPCB	Péripneumonie contagieuse bovine
PPLPF	Pro-poor Livestock Policy Facility
PPR	Peste des petits ruminants
PSE	Paiement de services environnementaux
PSV	Performance des services vétérinaires
RCA	République Centrafricaine
RECAO	Réseau des chambres d'agriculture de l'Afrique de l'Ouest
RECOPA	Réseau de communication sur le pastoralisme
ROPFA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
SMAP	Système mondial d'alerte précoce (<i>Global Early Warning System</i>)
SPA	Sous-produits agricoles
SPAI	Sous-produits agro-industriels
SPS	Normes sanitaires et phytosanitaires
TAA	Trypanosomiase animale africaine
TB	Tuberculose bovine
TEC	Tarif extérieur commun
UA	Union africaine

UA/BIRA	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine
UBT	Unité bétail tropical
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UET	Unités d'élevage tropical
UF	Unité fourragère
UICN	Union mondiale pour la nature
VHE	Hépatite E
vMCJ	variante de Creutzfeldt-Jakob